



**អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា**

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia

Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens

**ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា  
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ**

Kingdom of Cambodia

Nation Religion King

Royaume du Cambodge

Nation Religion Roi

**អង្គជំនុំជម្រះសាលាដំបូង**

Trial Chamber

Chambre de première instance

**ឯកសារដើម**

**ORIGINAL/ORIGINAL**

ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ (Date): 18-Feb-2014, 10:30

CMS/CFO: Sann Rada

TRANSCRIPTION  
PUBLIC

Dossier n° 002-02/19-09-2007-CETC/CPI

11 février 2014  
Débat contradictoire

Devant les juges :

NIL Nonn, Président  
Silvia CARTWRIGHT  
YA Sokhan  
Jean-Marc LAVERGNE  
YOU Ottara  
THOU Mony (suppléant)  
Claudia FENZ (suppléante)

Les accusés :

NUON Chea  
KHIEU Samphan

Pour les accusés :

SON Arun  
Victor KOPPE  
SUON Visal  
KONG Sam Onn

Pour la Chambre de première instance :

SE Kolvuthy  
DUCH Phary  
Roger Phillips

Pour les parties civiles :

PICH Ang  
Beini YE  
LOR Chunthy  
VEN Pov  
CHET Vanly  
TY Srinna  
SIN Soworn

Pour le Bureau des co-procureurs :

Nicholas KOUMJIAN  
William SMITH  
SENG Bungkheang  
VENG Huot  
Tarik ABDULHAK  
Vincent DE WILDE D'ESTMAEL  
Dale LYSAK

Pour la Section de l'administration judiciaire :

SOUR Sotheavy

## Tableau des intervenants

Langue utilisée sauf indication contraire dans le procès-verbal d'audience

Intervenants	Langue
Me KONG SAM ONN	Khmer
Me KOPPE	Anglais
M. KOUMJIAN	Anglais
M. le juge LAVERGNE	Français
M. le juge Président NIL NONN	Khmer
Me PICH ANG	Khmer
M. SENG BUNGKHEANG	Khmer
M. SMITH	Anglais
Me SON ARUN	Khmer
Me SUON VISAL	Khmer
Me VEN POV	Khmer
Me VERCKEN	Français
Me YE	English

1

1 PROCÈS-VERBAL

2 (Début de l'audience: 09h01)

3 M. LE PRÉSIDENT:

4 En tant que Président et au nom des autres juges de la Chambre,

5 nous souhaitons une chaleureuse bienvenue à l'Accusation, aux

6 accusés, à leurs avocats, aux parties civiles, à leurs avocats,

7 ainsi qu'aux coavocats principaux pour les parties civiles.

8 La présente audience contradictoire visera à régler ou à examiner

9 certaines des questions qui devront être tranchées avant le début

10 de l'audience au fond dans le cadre du deuxième procès du dossier

11 002.

12 L'ordre du jour comporte deux points: premièrement, les réponses

13 aux conclusions de la défense de Khieu Samphan concernant le

14 début du deuxième procès dans le dossier 002. Le deuxième point

15 de l'ordre du jour portera sur l'étendue du deuxième procès dans

16 ce dossier 002. Et les parties pourront présenter leurs

17 arguments.

18 Je prie le Greffe de faire rapport sur la présence des parties à

19 l'audience.

20 [09.04.18]

21 LE GREFFIER:

22 Aujourd'hui, toutes les parties sont présentes sauf l'accusé Nuon

23 Chea; d'après sa défense, Nuon Chea n'a pas l'intention de

24 participer à cette audience.

25 M. Suon Visal est présent. La Défense a demandé à ce qu'il soit

2

1     accrédité. Me Simonneau Fort, quant à elle, est absente, la  
2     coavocate principale pour les parties civiles a cédé sa place à  
3     Me Beini Ye.

4     M. LE PRÉSIDENT:

5     Merci.

6     Avant d'entrer dans le vif du sujet, la Chambre aborde la  
7     question d'une lettre qui lui a été adressée par la défense de  
8     Nuon Chea, dans laquelle celle-ci demandait à la Chambre que soit  
9     entendu le juriste consultant de cette équipe de défense, M. Suon  
10    Visal. La lettre de la défense de Nuon Chea sera jointe au  
11    procès-verbal de cette audience. Compte tenu de ladite lettre, la  
12    Chambre considère que M. Suon Visal peut être accrédité par la  
13    Chambre.

14    J'invite à présent Me Son Arun à demander à la Chambre que soit  
15    accrédité M. Suon Visal.

16    [09.06.12]

17    Me SON ARUN:

18    Bonjour.

19    Je m'appelle Son Arun, pour la défense de Nuon Chea. Me Suon  
20    Visal a été nommé pour défendre notre client. C'est pourquoi nous  
21    demandons que soit accrédité Me Suon Visal. Le voici, debout  
22    derrière moi.

23    Me SUON VISAL:

24    Bonjour, Mesdames, Messieurs les juges.

25    Je suis un avocat cambodgien, et je demande à la Chambre de

3

1 m'accréditer pour plaider devant elle.

2 M. LE PRÉSIDENT:

3 Je vous remercie.

4 Me Suon Visal, veuillez vous lever. Désormais, vous êtes  
5 accrédité devant cette Chambre. Vous pouvez plaider devant elle  
6 pour la défense de votre client, l'accusé Nuon Chea, dans ce  
7 dossier.

8 Vous pouvez vous rasseoir.

9 À présent, passons au premier point indiqué dans le mémorandum  
10 portant calendrier de cette audience. Premier point: réponse aux  
11 observations de la défense de Khieu Samphan concernant le début  
12 du deuxième procès dans le dossier numéro 2. Ce point concerne  
13 donc la date du début de ce deuxième procès.

14 [09.08.21]

15 Lors de la réunion de mise en état des 11 et 12 décembre 2013, la  
16 défense de Khieu Samphan a réitéré qu'à son avis un jugement  
17 définitif devrait intervenir dans le premier procès du dossier  
18 002, et selon quoi, le cas échéant, les voies d'appel doivent  
19 être épuisées avant que ne puissent commencer les audiences  
20 d'examen de la preuve dans le deuxième procès du dossier 002.

21 Le 5 février 2014, la défense de Khieu Samphan a déposé des  
22 conclusions écrites à ce sujet soutenant qu'en application de la  
23 décision de disjonction du dossier, en application du principe de  
24 l'autorité de la chose jugée et compte tenu des impératifs de  
25 sécurité juridique, un jugement devrait être rendu dans le

4

1 premier procès et les décisions connexes devraient être  
2 définitivement réglées avant que ne puisse commencer le deuxième  
3 procès.

4 D'après la défense de Khieu Samphan, le temps que prendrait une  
5 procédure d'appel ne constitue pas en soi une raison valable  
6 d'entamer les audiences du deuxième procès avant d'avoir un  
7 jugement définitif dans le procès numéro 1 et avant d'avoir des  
8 décisions définitives concernant les éventuels appels qui  
9 pourraient être interjetés.

10 Aujourd'hui, la Chambre entendra les autres parties, qui pourront  
11 répondre à la défense de Khieu Samphan. Voici l'ordre de parole:  
12 Accusation, 30 minutes; Partie civile, 30 minutes; Nuon Chea, 30  
13 minutes; réplique de Khieu Samphan, 30 minutes.

14 La parole est à présent à l'Accusation.

15 [09.11.17]

16 M. SENG BUNKHEANG:

17 Merci, Monsieur le Président.

18 Je salue la Chambre et les parties ainsi que le public ici  
19 présent dans la galerie. J'aimerais présenter notre réponse aux  
20 conclusions de la défense de Khieu Samphan.

21 Dans le document E301/5/5, il est soutenu que les deux procès 01  
22 et 02 sont deux procédures distinctes. Cet argument est erroné.

23 Au paragraphe 53, la Défense soutient ceci:

24 "Si les CETC n'ont pas prévu le mécanisme du constat judiciaire,  
25 il n'en reste pas moins que le principe de res judicata fait

5

1 partie de leurs règles et jurisprudence."

2 Et, au paragraphe 54, la Défense soutient ce qui suit:

3 "A contrario, tant que les faits examinés au cours du premier  
4 procès et qui sont en lien ou servent de fondement à l'examen du  
5 deuxième procès ne seront pas définitivement admis, ils ne  
6 pourront pas être considérés comme acquis durant le procès  
7 002/02."

8 [09.13.56]

9 Mesdames, Messieurs les juges, les décisions que vous avez  
10 rendues montrent bien qu'on ne saurait invoquer des principes de  
11 res judicata en l'espèce. Vendredi dernier, dans le document  
12 E302/5, la Chambre a bien dit qu'il s'agissait d'un seul et même  
13 dossier, avec une seule instruction, le deuxième procès  
14 s'inscrivant dans la continuité du premier en application d'une  
15 seule et même ordonnance de renvoi.

16 Au paragraphe 7 de ce document E302/5, la Chambre indique que  
17 002/02 et 002/01 faisaient partie d'un seul et même procès. Par  
18 conséquent, la question de l'autorité de la chose jugée ne se  
19 pose pas dès lors qu'il s'agit d'une seule et même procédure dans  
20 laquelle interviennent les mêmes parties.

21 Voilà notre thèse, Monsieur le Président.

22 [09.16.16]

23 En outre, les éléments de preuve produits devant la Chambre et  
24 admis au cours du premier procès ont été abondamment débattus;  
25 ces éléments de preuve sont désormais produits devant la Chambre.

6

1 En application des règles 87.3 et 87.4, les parties peuvent  
2 demander que soient versés aux débats des éléments de preuve  
3 supplémentaires. Cette procédure vise à ce que les droits de  
4 toutes les parties soient dûment respectés.

5 Mesdames, Messieurs les juges, la question du constat judiciaire  
6 de faits admis ainsi que le principe de l'autorité de la chose  
7 jugée ont pour objectif d'économiser les ressources, mais, dans  
8 le cadre de la mise en œuvre effective, davantage de temps est  
9 nécessaire pour que soit appliqué le principe de constat  
10 judiciaire.

11 Au Tribunal spécial pour la Sierra Leone, la Cour d'appel a rendu  
12 un arrêt dans l'affaire Charles Taylor. Je vous renvoie au  
13 paragraphe 110, que je vais citer:

14 "De manière générale, les faits admis sont des faits tranchés par  
15 des tribunaux internationaux en application des règles  
16 applicables auxdits tribunaux de manière à accroître l'efficacité  
17 de la procédure et à assurer la nécessaire cohérence entre les  
18 faits en question. Ces tribunaux ne peuvent donc prendre de  
19 telles décisions lorsqu'il y a un risque de perte de temps au cas  
20 où il faudrait procéder à une procédure contradictoire avec  
21 présentation d'éléments de preuve et de témoignages."

22 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS:

23 Traduction approximative.

24 [09.19.25]

25 M. SENG BUNKHEANG:

7

1 Mesdames, Messieurs les juges, en l'espèce, on ne saurait  
2 économiser les ressources. Du temps sera nécessaire, des  
3 ressources seront nécessaires dès lors que la Cour suprême devra  
4 rédiger son arrêt. Il y a aussi la question du financement du  
5 tribunal. Or, on sait que, depuis plus de trente ans, les  
6 victimes attendent justice.

7 J'ai fini. Je cède la parole à mon collègue William Smith.

8 [09.20.56]

9 M. SMITH:

10 Bonjour.

11 Je vais approfondir certains arguments de mon confrère et aborder  
12 d'autres arguments de la Défense.

13 Nous demandons à la Chambre de rejeter la demande de Khieu  
14 Samphan tendant à reporter le début du deuxième procès. Cette  
15 requête induirait un retard indu pour les deux accusés.

16 Contrairement à ce qu'affirme la défense de Khieu Samphan,  
17 reporter le début du deuxième procès en attendant l'arrêt en  
18 appel du premier procès, et ce, contre les accusés, les deux  
19 accusés, ne rendrait pas plus équitable le deuxième procès ni  
20 plus rapide. Le seul résultat serait un retard considérable, ce  
21 qui rendrait improbable que les accusés soient jugés pour les  
22 crimes allégués.

23 Au cas où la Chambre fait droit à la demande de la défense de  
24 Khieu Samphan et compte tenu des délais d'appel, il faut tenir  
25 compte de l'ampleur plus grande du dossier 002. Si l'on compare

8

1 avec le premier dossier, il faudra au moins un an et demi. Dans  
2 l'affaire Duch, le jugement a été rendu le 26 juillet 2010, comme  
3 vous le savez, et l'arrêt en appel a été rendu 18 mois plus tard,  
4 le 3 février 2012.  
5 Donc, le début du deuxième procès ne commencerait sûrement pas  
6 avant janvier 2016 au plus tôt au cas où un jugement dans le  
7 premier procès serait rendu d'ici à la fin du mois de juin. Au  
8 contraire, si la requête est refusée et si le deuxième procès  
9 commence dans les mois qui viennent, il est probable que le  
10 procès et la procédure en appel du procès numéro 1 du dossier 002  
11 permettraient de gagner environ deux ans au total pour les deux  
12 accusés. Ainsi, le procès et la procédure en appel avanceraient  
13 parallèlement.  
14 Deuxièmement, la Défense dit qu'on gagnerait en célérité si l'on  
15 appliquait le principe d'autorité de la chose jugée ou de constat  
16 judiciaire de faits admis. Par rapport à l'arrêt en appel du  
17 premier procès, comme indiqué par mon confrère, cela revient à  
18 ignorer la réalité des procédures.  
19 [09.24.37]  
20 Mon confrère a parlé d'une affaire au TSSL, chambre d'appel. Là,  
21 il a été question de l'efficacité du recours au principe du  
22 constat judiciaire. Il a été reconnu qu'en appliquant ce constat  
23 judiciaire cela prenait plus de temps que d'entendre les éléments  
24 de preuve ainsi que les témoignages dans le cadre d'un débat  
25 contradictoire, surtout qu'à présent, le 7 février, la Chambre a

9

1 dit que les éléments de preuve admis dans le premier procès le  
2 seront dans le deuxième.

3 Par conséquent, on gagnera beaucoup de temps du point de vue de  
4 l'examen des preuves et témoignages. Dans le premier procès du  
5 dossier 002... ou, compte tenu de la durée de ce procès, dans le  
6 procès 002, ça devrait prendre un an. Les preuves ont pu être  
7 examinées, les témoins interrogés, et le droit de Khieu Samphan  
8 d'examiner des preuves sera donc respecté.

9 Deuxièmement, devant les CETC, ce principe est appliqué de façon  
10 plus limitée que ne le soutient la Défense. Prenons le  
11 dictionnaire Black's Law, res judicata, une chose qui a été jugée  
12 – je cite: "Une chose qui a été définitivement réglée par une  
13 décision judiciaire interdisant un deuxième procès selon les  
14 mêmes allégations..."

15 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS:

16 Les interprètes signalent qu'ils ne peuvent pas traduire au pied  
17 levé une citation d'un dictionnaire.

18 [09.27.12]

19 M. SMITH:

20 Les trois éléments sont les suivants: décision rapide, jugement  
21 final au fond, et les mêmes parties. Au titre du Règlement  
22 intérieur, la Chambre a déjà dit que le principe de constat  
23 judiciaire de faits admis ne se trouvait pas dans le Règlement  
24 mais qu'on le trouvait une seule fois sur les pouvoirs de  
25 l'Accusation. Dans le cadre du code de procédure pénale

10

1 cambodgien, le principe de res judicata n'apparaît que six fois:  
2 article 7, extension de l'action criminelle; article 12, res  
3 judicata; article 41, dépôt sans traitement; et, article 64,  
4 extension de la procédure à d'autres personnes; et ensuite  
5 d'autres articles.

6 À part ces dispositions, le code de procédure pénale ne prescrit  
7 pas l'applicabilité et les conditions d'application du principe  
8 d'autorité de la chose jugée par rapport à une cour de niveau  
9 inférieur pour ce qui est des faits concernant lesquels un accusé  
10 est jugé pour des faits connexes. Le code ne prévoit pas cette  
11 situation.

12 Selon la pratique internationale, il est dur de trouver des  
13 affaires dans lesquelles aurait été appliqué le principe  
14 d'autorité de la chose jugée pour le deuxième procès d'un même  
15 accusé pour d'autres crimes concernant des faits connexes.

16 [09.29.05]

17 À notre connaissance, lorsqu'un acte d'accusation... ou, plutôt, la  
18 disjonction aux CETC est un cas de figure inédit, et donc, devant  
19 d'autres tribunaux, il est plutôt question du constat judiciaire  
20 de faits admis, même si... c'est la même raison d'être, l'économie  
21 judiciaire et la cohérence des décisions. On le voit dans la  
22 pratique d'autres tribunaux internationaux ou internationalisés,  
23 le constat judiciaire de faits admis n'est pas obligatoire. C'est  
24 un mécanisme qui est à la disposition des Chambres selon les  
25 situations, c'est un outil de gestion du procès.

11

1   Donc, concernant le principe du constat judiciaire des faits  
2   admis ou de la chose jugée, ici, la Chambre a dit que ce n'était  
3   pas les seuls mécanismes disponibles pour accélérer le procès. De  
4   même, pour nous, compte tenu de la situation du droit dans ce  
5   domaine, surtout dans un contexte de droit romano-germanique,  
6   l'application de ces principes est facultative et non  
7   obligatoire, contrairement à ce que soutient la Défense.  
8   Dans nos écritures, nous n'avons pas demandé à la Chambre  
9   d'utiliser ce mécanisme pour accélérer le procès; nous avons  
10   demandé que les preuves du premier procès soient transférées au  
11   deuxième procès au lieu d'appliquer ce mécanisme, comme l'a fait,  
12   d'ailleurs, la Chambre dans sa décision E302/5 datant de vendredi  
13   dernier.  
14   L'accusé ne pourrait donc alléguer de préjudice. Les éléments de  
15   preuve ont pu être évalués dans le premier procès et ils pourront  
16   l'être plus avant dans le deuxième.  
17   La Défense ne peut pas dire qu'elle a été lésée de ne pas avoir  
18   su comment avait traité les différentes questions la Cour suprême  
19   dans le premier procès. Toutes les parties sont dans la même  
20   situation. Dans ses écritures, la Défense n'illustre pas en quoi  
21   elle serait lésée en l'absence d'arrêt dans le premier procès. La  
22   Défense n'est pas non plus lésée par l'absence de l'arrêt d'appel  
23   de la Cour suprême puisque les faits admis lors du premier procès  
24   seront également admis par l'appel. Il est également probable que  
25   la décision d'appel du premier procès sera disponible lorsque la

12

1   Chambre rédigera son jugement dans le deuxième procès.  
2   Et enfin la Défense pourra faire appel auprès de la Chambre de la  
3   Cour suprême dans le dossier 002/02 si elle désire contester des  
4   décisions.  
5   [09.33.14]  
6   Diligenter des procès les uns après les autres respecte le  
7   principe d'équité. En cas de disjonction, les parties sauront  
8   comment la Chambre a abordé les éléments de preuve et les faits.  
9   La Défense demande à ce que la procédure soit suspendue en  
10   attendant l'arrêt d'appel dans le premier procès, mais la Défense  
11   ne cite aucun exemple de jurisprudence permettant d'étayer cette  
12   suspension qui durera presque deux ans.  
13   En justice internationale, la disjonction est inédite. Dans le  
14   cadre du système cambodgien, des disjonctions existent, mais  
15   aucune règle précisant que le deuxième procès est suspendu à  
16   l'arrêt d'appel du premier procès n'existe, sinon le système  
17   souffrirait "de" parties cherchant tout simplement à reporter et  
18   à retarder les procédures judiciaires.  
19   La finalité du principe du constat judiciaire de faits admis et  
20   d'autorité de la chose jugée est de permettre au système  
21   judiciaire d'éviter des procès répétitifs, d'économiser des  
22   ressources, du temps et des ressources pécuniaires.  
23   Attendre l'arrêt d'appel ne permettrait pas d'économiser des  
24   ressources; au contraire, ce retard constituerait un gaspillage  
25   de ressources puisqu'il faudra attendre probablement au moins

13

1 deux ans avant l'arrêt d'appel du premier procès.

2 Mesdames et Messieurs les juges, en plus de la décision que vous

3 devrez rendre sur la possibilité ou non de reporter ce procès

4 pendant deux ans, nous signalons que la Chambre de la Cour

5 suprême a intimé à la Chambre de première instance qu'elle devra

6 commencer ce procès le plus vite possible lors de sa deuxième

7 décision sur la disjonction. Et la Défense ne nous explique pas

8 pourquoi la Chambre de première instance ne serait pas liée par

9 cette décision de la Chambre de la Cour suprême.

10 La Chambre de la Cour suprême a rendu sa décision, qui est claire

11 et non ambiguë et que la Chambre de première instance devra

12 suivre. Les arguments de la Défense prétendant qu'il "faillie"

13 reporter cette procédure "est" sans fondement et ne respecterait

14 pas l'ordre de la Chambre de la Cour suprême.

15 [09.36.45]

16 En conclusion, pour nous, il est dans l'intérêt de tous: les

17 accusés en détention, les donateurs, qui continuent à financer ce

18 tribunal mois après mois, et surtout les parties civiles et les

19 victimes qui attendent justice depuis trente ans. Il est donc

20 dans l'intérêt de tous que le procès du dossier 002/02 commence

21 le plus vite possible. La demande de Khieu Samphan de reporter le

22 début de ce procès jusqu'après l'arrêt d'appel du premier dossier

23 est sans fondement et serait contre la finalité même de ce

24 tribunal, qui est de juger d'accusations pénales graves.

25 Nous sommes à votre disposition, Mesdames et Messieurs les juges,

14

1 si vous avez des questions.

2 [09.37.49]

3 M. LE PRÉSIDENT:

4 Est-ce que les juges ont des questions à poser à l'Accusation? Si

5 ce n'est pas le cas, la parole est donnée aux coavocats

6 principaux des parties civiles.

7 Allez-y, Maître.

8 Me PICH ANG:

9 Bonjour, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les juges.

10 Bonjour à tous ici présents.

11 Mon intervention sera brève, et mon confrère me suivra concernant

12 le moment où il faudrait commencer l'examen des éléments de

13 preuve. En raison de soucis de santé, je ne pourrai pas occuper

14 tout mon temps de parole.

15 Les coavocats des parties civiles ont étudié de près les

16 conclusions écrites déposées par la défense de Khieu Samphan.

17 Nous n'avons pas identifié de fondements juridiques suffisants

18 permettant de justifier cette demande.

19 Quant au principe de l'économie judiciaire, ceci ne permettrait

20 pas d'économiser du temps, ni des ressources du tribunal, ni

21 d'accélérer la procédure. Pour nous, reporter ce procès n'est pas

22 dans l'intérêt des accusés. Nous estimons qu'un tel retard

23 nuirait à la célérité du procès et que le jugement dans le

24 dossier 002/02 ne devra pas être retardé; ceci serait contre

25 l'intérêt des parties civiles, qui attendent un jugement depuis

15

1 très longtemps, aussi bien dans le premier dossier que dans les  
2 dossiers suivants.

3 Et mon confrère approfondira les arguments des parties civiles.

4 [09.40.27]

5 M. LE PRÉSIDENT:

6 Allez-y, Maître.

7 Me VEN POV:

8 Bonjour, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les juges.

9 Bonjour à tous.

10 En réponse à la demande écrite déposée par la défense de Khieu  
11 Samphan concernant le début des audiences consacrées à l'examen  
12 des preuves dans le dossier 002/02, à savoir le document  
13 E301/5/5, au nom des parties civiles, nous nous opposons à cette  
14 demande. Les arguments invoqués par l'équipe de défense de Khieu  
15 Samphan demandant à la Chambre de ne pas commencer à entendre le  
16 dossier 002/02 avant le jugement définitif dans le procès 002/01  
17 sont sans fondement juridique. Et, d'ailleurs, ceci n'est pas  
18 prévu dans le Règlement intérieur, qui ne précise pas que la  
19 Chambre de première instance devra attendre le jugement définitif  
20 du dossier 002/01 avant de commencer le 02.

21 Par ailleurs, le dossier 002/01 fait partie intégrante de  
22 l'ensemble du dossier 002. L'objectif est de garantir  
23 l'efficacité de la procédure dans le dossier 002/01 et 002/02.  
24 Les deux dossiers sont liés et, d'ailleurs, font tous les deux  
25 partie intégrante d'un seul et même dossier.

16

1 Le Règlement intérieur n'oblige pas la Chambre d'attendre le  
2 jugement définitif dans le dossier 002/01 et ne permet pas de  
3 suspendre la procédure dans le dossier 002/02. La Défense invoque  
4 l'argument de l'autorité de la chose jugée, qui, d'après nous, ne  
5 s'applique pas ici. Le principe de l'autorité de la chose jugée  
6 ne s'applique pas à un seul et même dossier.  
7 Je tiens à signaler à la Chambre que reporter le début des  
8 audiences reportera l'examen des preuves, ceci sera contraire aux  
9 intérêts des parties civiles et retardera le jugement définitif  
10 dans le dossier 002/02.  
11 Ceci n'est pas dans l'intérêt des parties civiles, qui souhaitent  
12 qu'un jugement soit rendu le plus rapidement possible puisque  
13 cela fait 35 ans qu'ils attendent.  
14 [09.44.11]  
15 Mesdames et Messieurs les juges, la plupart des parties civiles  
16 sont très âgées, certains sont d'ailleurs déjà décédés. Pour  
17 cette raison, il est indispensable que cette Chambre entame les  
18 audiences consacrées à l'examen des éléments de preuve dans le  
19 dossier 002/02 le plus tôt possible afin que les parties civiles  
20 puissent obtenir justice.  
21 Quant aux accusés, nous savons tous qu'ils sont également âgés.  
22 Pour que justice soit faite, pour l'ensemble des parties, il est  
23 important que les audiences du dossier 002/02 commencent le plus  
24 tôt possible.  
25 [09.45.07]

17

1 M. LE PRÉSIDENT:

2 Merci, Maître.

3 La (phon.) coavocate internationale des parties civiles,  
4 avez-vous quelque chose à rajouter?

5 Me PICH ANG:

6 Non, Monsieur le Président, ce n'est pas le cas.

7 M. LE PRÉSIDENT:

8 Merci.

9 La parole est à la défense de Nuon Chea.

10 Vous avez la parole.

11 Me KOPPE:

12 Merci, Monsieur le Président.

13 Bonjour, Mesdames et Messieurs les juges. Bonjour à mes  
14 confrères.

15 Notre intervention sera brève.

16 Dans le mémorandum de la Chambre E302/5 – pour nous, ce  
17 mémorandum est pertinent –, la Chambre décrit la disjonction  
18 comme étant – je cite – "exclusivement un outil de gestion du  
19 procès" – fin de citation – et précise que l'effet de la  
20 disjonction est – je cite – "de séparer les chefs d'accusation,  
21 qui normalement seraient jugés dans un seul procès, dans deux,  
22 voire plusieurs phases gérables, et non pas de créer deux procès  
23 distincts et séparés" – fin de citation.

24 [09.46.50]

25 Par ailleurs, la Chambre affirme que la Chambre de la Cour

18

1     suprême – je cite – "voit le dossier 002 comme un seul procès  
2     composé de parties multiples" – fin de citation.  
3     Monsieur le Président, nous ne sommes pas d'accord avec cette  
4     caractérisation de la disjonction et nous ne voyons d'ailleurs  
5     rien dans l'avis de la Chambre de la Cour suprême, citée par la  
6     Chambre de première instance, qui étaye cette caractérisation.  
7     Il est évident que les dossiers 002/01 et 002/02 sont basés sur  
8     la même ordonnance de clôture – cela va sans dire –, mais, pour  
9     nous, il est également évident que le dossier 002/01 et le  
10    dossier 002/02 sont deux procès différents.  
11    Le dossier 002/01 avait toutes les caractéristiques d'un procès.  
12    La Chambre a demandé aux parties d'identifier les documents  
13    pertinents au dossier 002/01 et a d'ailleurs admis uniquement ces  
14    documents.  
15    La Chambre a cité à comparaître uniquement des témoins pertinents  
16    dans le dossier 002/01 et n'a autorisé des questions uniquement  
17    dans la portée de ce procès.  
18    La Chambre a entendu des éléments de preuve pertinents concernant  
19    les peines pénales, et la Chambre est d'ailleurs en train de  
20    délibérer pour rendre un verdict.  
21    [09.48.39]  
22    La Chambre reconnaît également que l'ensemble des parties  
23    disposeront des voies d'appel dans le dossier 002/01.  
24    Donc, comment donc est-ce qu'un jugement "puisse" être rendu  
25    alors que le procès n'est pas terminé?

19

1    Comment est-ce qu'un jugement d'appel, d'ailleurs, "puisse" être  
2    rendu si le procès n'est pas terminé?  
3    Nous comprenons tout à fait la position de Khieu Samphan ainsi  
4    que ses arguments, mais, finalement, nous ne sommes pas en faveur  
5    de cette demande de reporter le dossier 002/02 en attendant  
6    l'arrêt d'appel définitif du 002/01, puisque ce n'est pas le  
7    souhait de notre client, qui désire que le dossier 002/02 puisse  
8    démarrer et qu'il puisse dire sa version des faits sans qu'il n'y  
9    ait de contrainte artificielle en matière de portée et de preuve.  
10   Nous pensons donc que le dossier 002/02 peut... et devra démarrer  
11   le plus vite possible.  
12   [09.50.23]  
13   Me SON ARUN:  
14   Bonjour, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les juges.  
15   J'interviens dans la suite de mon confrère, Me Koppe, pour  
16   appuyer ses propos. Me Koppe vient de vous parler de la  
17   disjonction du dossier 002. La défense de Nuon Chea n'était pas  
18   en faveur de cette disjonction, mais la décision a été prise par  
19   la Chambre, et c'est d'ailleurs la disjonction qui a retardé la  
20   procédure plutôt que de... l'accélérer.  
21   Depuis les réquisitoires introductifs de l'Accusation, qui ont  
22   d'ailleurs été déposés dans un seul et même document, la Chambre  
23   a ensuite décidé de disjoindre le procès en plusieurs segments,  
24   en souhaitant que les jugements soient rendus consécutivement... et  
25   qu'il y aura donc plusieurs jugements dans ce même dossier, ce

20

1 qui n'aurait pas dû être le cas, aucun autre tribunal

2 international n'ayant procédé de la sorte.

3 Sur un autre sujet, nous estimons que, à partir d'aujourd'hui,

4 nous pouvons gagner du temps et nous devons gagner du temps pour

5 plusieurs raisons.

6 Premièrement, l'âge et l'état de santé des deux accusés. Les deux

7 accusés prennent de l'âge et leur état de santé est fragile. Ils

8 n'ont pas, d'ailleurs, la même capacité de mémoire que lorsqu'ils

9 étaient plus jeunes. Par conséquent, les accusés ne peuvent plus

10 entièrement participer à ces audiences.

11 Le dossier 002/01 est basé sur les réquisitoires introductifs de

12 l'Accusation, et, même s'il y a une pause entre les dossiers

13 002/01 et /02, nous souhaitons que la Chambre commence à examiner

14 les éléments de preuve du dossier 002/02 le plus rapidement

15 possible puisqu'il s'agit d'aborder les chefs d'accusation

16 présentés par l'Accusation dans leur réquisitoire introductif.

17 Pour cette raison, mon confrère et moi-même ne sommes pas

18 d'accord avec la demande de la défense de Khieu Samphan tendant à

19 reporter le début du procès 002/02, et ce, en raison de l'âge et

20 de l'état de santé des accusés. Je pense que leurs capacités vont

21 diminuer si nous attendons.

22 [09.55.20]

23 M. LE PRÉSIDENT:

24 Je cède la parole à la défense de Khieu Samphan pour répliquer

25 aux réponses données par les parties.

21

1   Allez-y.

2   Me VERCKEN:

3   Merci, Monsieur le Président.

4   Bonjour à la Chambre, et bonjour à toutes les parties ainsi qu'au  
5   public.

6   Dans un premier temps, je voudrais indiquer que je découvre les  
7   arguments des différentes parties au procès à l'occasion de...

8   M. LE PRÉSIDENT:

9   Maître, veuillez attendre.

10   Nous avons un souci technique d'interprétation, donc nous devons  
11   régler ce souci technique.

12   [09.56.22]

13   (Pause: problème technique)

14   [09.57.43]

15   M. LE PRÉSIDENT:

16   Maître Vercken, allez-y, vous avez la parole.

17   Me VERCKEN:

18   Merci, Monsieur le Président.

19   Donc, je répète mes salutations à la Chambre...

20   [09.57.53]

21   (Pause: problème technique)

22   [10.01.38]

23   M. LE PRÉSIDENT:

24   Maître Vercken, je vous en prie.

25   Me VERCKEN:

1    Merci, Monsieur le Président.

2    Je réitère donc mes salutations à la Chambre ainsi qu'à toutes  
3    les parties et au public, pour vous rappeler que je découvre à  
4    l'instant les arguments des parties, n'ayant pas reçu de réponse  
5    écrite à nos écritures sur la question de l'attente, selon nous  
6    nécessaire, d'un arrêt définitif, non seulement sur le procès  
7    numéro 1, mais également sur tous les appels qui pourraient être  
8    interjetés en même temps que l'appel principal avant de n'entamer  
9    le deuxième procès.

10   Je découvre donc les arguments des différentes parties, ce qui  
11   pourrait expliquer peut-être le caractère décousu de ma réplique.  
12   À commencer par une petite précision à destination de l'équipe de  
13   Nuon Chea. J'ai bien compris que M. Nuon Chea avait le souhait de  
14   parler, il veut s'exprimer, il veut une tribune, il veut pouvoir  
15   répondre ou, en tout cas, s'exprimer devant cette Chambre. Cela  
16   est peut-être justifié au regard de son état de santé. Mais, pour  
17   ce qui concerne M. Khieu Samphan, je tiens à redire ici que nous  
18   ne sommes pas concernés par cet examen médical un petit peu  
19   abrupt auquel vient de se livrer mon confrère Son Arun. M. Khieu  
20   Samphan va bien, il n'est pas mourant, il est là, il est plutôt  
21   en bonne santé.

22   Donc, a priori, toutes ces considérations qui ont été évoquées  
23   par mon confrère Son Arun pour justifier la position de son  
24   client ne concernent que son client, mais certainement pas M.  
25   Khieu Samphan.

1 [10.04.15]

2 Et cela fait longtemps que nous le disons, et nous le répétons  
3 d'autant plus que même la Cour suprême, lorsqu'elle a envisagé la  
4 position qu'elle devait tenir après avoir annulé votre première  
5 disjonction, l'a fait à reculons, mais aussi en fonction de  
6 questions d'état de santé des accusés, à notre sens, sans  
7 fondement concernant M. Khieu Samphan, qui est prêt à attendre,  
8 qui demande à titre principal que ses droits soient respectés. Il  
9 ne veut pas faire un discours final et flamboyant avant de  
10 mourir. Et, pour l'instant, Dieu lui prête vie, et il veut être  
11 jugé en conformité avec les principes du droit. C'est sa demande  
12 principale.

13 Bien. Ceci est important à rappeler, car cela explique aussi un  
14 certain nombre de différences de position du côté du banc de la  
15 Défense.

16 Le débat aujourd'hui a été entamé par l'avocat cambodgien de  
17 l'Accusation, qui a immédiatement souhaité rappeler que le procès  
18 002/01 n'était pas un procès isolé, ça n'était pas un procès  
19 séparé, et qu'il s'agissait, avec le 002/02 et peut-être le  
20 002/03, d'un seul et même procès. Alors, moi, je suis peut-être  
21 un petit peu naïf, mais je me demande de quel type de disjonction  
22 il s'agit devant cette juridiction.

23 S'agirait-il d'une disjonction qui ne disjoint pas?

24 Je voudrais vous rappeler ce qu'a dit la Cour suprême dans sa  
25 décision datée du 25 novembre 2013 – E284/4/8, au paragraphe 4 –

24

1    lorsqu'elle a rappelé – la Cour suprême – ce que vous, la

2    Chambre, aviez décidé de faire en disjoignant.

3    [10.07.50]

4    Je cite:

5    "Le 22 septembre 2011, en application de la règle 89ter du

6    Règlement intérieur, la Chambre de première instance a rendu

7    l'ordonnance de disjonction par laquelle elle a une première fois

8    disjoint les poursuites dans le dossier 002, qu'elle a décidé

9    d'examiner lors d'une série de procès distincts, chacun devant

10    inclure une partie limitée des faits visés dans la décision de

11    renvoi et chacun devant aboutir tour à tour à une décision de

12    culpabilité ou d'innocence, et, dans le cas d'une décision, d'une

13    déclaration de culpabilité, à une peine."

14    Bien. Fin de citation.

15    Alors, pour moi, lorsqu'une Chambre disjoint une ordonnance de

16    renvoi, par exemple, décide d'organiser un premier procès à

17    l'issue duquel sera rendue une décision sous forme de jugement

18    contenant une déclaration de culpabilité ou d'innocence, et, dans

19    le cas d'une déclaration de culpabilité, lorsque cette Chambre

20    prononce une peine, il s'agit d'un procès en bonne et due forme,

21    et les règles de droit concernant le déroulement d'un procès et

22    les droits de la Défense qui doivent y être appliqués doivent

23    être respectés dans le cadre de ce procès. C'est essentiel.

24    [10.10.30]

25    Et je constate que du côté de l'Accusation comme de celui des

1 parties civiles on fait preuve d'une certaine faculté d'amnésie  
2 puisque, en octobre 2011, lorsque les coprocurateurs demandaient le  
3 réexamen de cette première ordonnance de disjonction et  
4 l'extension de la portée du premier procès, ils disaient – je  
5 cite donc leurs écritures, E124/2, paragraphe 24 et suivants:  
6 "Le retard qui sera probablement occasionné entre l'ouverture du  
7 premier procès et celle du deuxième par des questions relatives  
8 aux faits admis et la chose jugée: il pourrait de fait s'avérer  
9 légalement impossible de diligenter des procès subséquents sur la  
10 base des rôles des accusés tels qu'ils auront été établis à  
11 l'issue du premier procès."  
12 Je saute.  
13 "Ni l'un ni l'autre de ces deux principes ne seraient à la  
14 disposition de la Chambre, à savoir l'autorité de la chose jugée  
15 et le constat judiciaire, dans le cadre du deuxième procès, tant  
16 que n'auraient pas été vidés tous les appels éventuellement  
17 interjetés contre le premier jugement."  
18 Voilà donc, en 2011, les coprocurateurs qui soutenaient, au soutien  
19 de leur demande d'extension du procès, une position très proche  
20 de la nôtre aujourd'hui; pas totalement identique – j'y  
21 reviendrai –, mais proche.  
22 Les parties civiles, dans leurs écritures du 18 octobre 2011 –  
23 E124/8, paragraphe 27 – disaient la même chose:  
24 "Comme... – je cite – comme l'Accusation, les parties civiles  
25 pensent qu'il est très difficile d'organiser une série de

26

1 mini-procès qui seraient basés sur des charges spécifiques."

2 [10.13.07]

3 La Chambre a rejeté - nous savons que la position de la Chambre

4 est différente -, et les procureurs répéteront encore leur

5 position le 7 novembre 2012 - E163/5/1/1, paragraphe 18 -

6 lorsqu'ils interjetteront appel du rejet partiel de la Chambre en

7 disant - je cite:

8 "Il y a donc un doute quant à la faculté qu'aurait la Chambre de

9 première instance de tirer parti de ces mécanismes avant qu'un

10 arrêt - donc une décision de la Cour suprême - n'ait été rendu

11 dans le premier jugement. Les questions de droit qui pourraient

12 avoir un impact sur un second procès sont notamment l'amnistie et

13 la grâce, les définitions des crimes et modes de participation

14 criminelle du droit international, l'admissibilité et la bonne

15 administration de la preuve."

16 Fin de la citation.

17 Nous voyons donc avec ces deux citations que, pendant longtemps

18 et lorsque cela servait ce qu'ils considèrent être leurs

19 intérêts, les avocats de l'Accusation plaidaient une cause en de

20 très nombreux points similaires à celle que nous plaidons

21 aujourd'hui, à savoir la nécessité d'attendre un arrêt d'appel

22 avant d'entamer le deuxième procès.

23 [10.15.15]

24 Je m'attendais à ce que les procureurs nous expliquent un peu

25 plus pourquoi ils avaient changé d'avis, d'autant plus qu'ils

27

1 nous ont quand même servi, à une époque, un argument selon lequel  
2 cela serait un principe général du droit que les arguments d'une  
3 partie ne sauraient être accueillis s'ils sont en contradiction  
4 avec les arguments qu'elle avait auparavant soutenus. C'était la  
5 réponse des coprocurateurs à la Cour suprême dans le cadre de  
6 l'appel de la deuxième décision de disjonction, paragraphes 6 et  
7 7. C'était un argument, à mon sens, totalement fallacieux et  
8 absurde.

9 Bien évidemment, les parties sont susceptibles de changer d'avis  
10 dans un procès, sinon l'on refuserait peut-être, par exemple,  
11 qu'un accusé avoue en lui opposant le fait que jusqu'alors il  
12 contestait. Je ne pense pas que mes confrères de l'Accusation  
13 aient voulu soutenir une telle position sérieusement, mais je  
14 m'étonne et m'attriste qu'ils ne nous expliquent pas davantage  
15 aujourd'hui les raisons de leur changement de position.

16 [10.17.07]

17 Ce que je comprends, c'est que le véritable nœud, la véritable  
18 difficulté face à laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, c'est  
19 cette affirmation de votre Chambre en vertu de laquelle le  
20 premier procès servirait de fondation au procès suivant. Vous  
21 l'avez dit, vous l'avez répété, y compris dans votre décision  
22 récente sur la preuve - E302/5 -, vous considérez que le procès  
23 01 servira de fondation pour l'examen et le jugement des charges  
24 qui restent à juger.

25 Alors, ma question, elle est assez basique et vous m'en

28

1    excuserez, mais comment voulez-vous utiliser comme fondation -  
2    sans que vous ayez pour autant, d'ailleurs, précisé véritablement  
3    de quoi il s'agit, mais oublions cela... comment voulez-vous  
4    utiliser comme fondation un premier procès alors que celui-ci  
5    n'est pas définitif et n'a donc pas l'autorité de la chose jugée?  
6    Personnellement, je ne comprends pas et je considère qu'une telle  
7    situation serait la porte ouverte à des risques de parti pris,  
8    des risques de confusion, des risques de violation du droit de M.  
9    Khieu Samphan qui sont tels que, quelles que soient les  
10    conséquences en termes de temps - et elles sont contestables -,  
11    quelles que soient les conséquences en termes de finance - et la  
12    Cour suprême nous a dit que ces questions ne devaient pas être  
13    prises en compte -, eh bien, les dés en sont jetés. Vous avez  
14    décidé d'une disjonction, vous avez dit que ce premier procès  
15    servirait de fondation au procès suivant, il va falloir attendre  
16    que cette fondation soit solide avant de commencer les procès  
17    suivants. C'est de la pure logique.

18    [10.20.10]

19    J'ai dit tout à l'heure que nous étions d'accord avec les  
20    positions antérieures de l'Accusation et des parties civiles.  
21    Partiellement. Oui, partiellement, parce que, selon nous, il  
22    existe une autre ambiguïté, une autre difficulté extrêmement  
23    grave qui résulte notamment de cette création du concept d'un  
24    premier procès qui servirait de fondation au suivant. Et, cette  
25    difficulté, je l'ai déjà plaidée à moult reprises devant votre

1   Chambre. Elle résulte et elle concerne également la question de  
2   la portée du procès, mais pas seulement la portée du deuxième  
3   procès, mais aussi la portée du premier procès, car, aujourd'hui,  
4   nous, équipe de défense de Khieu Samphan, nous ignorons encore  
5   quelle portée vous donnez, vous, magistrats, au premier procès.  
6   [10.21.48]  
7   Lors de leurs plaidoiries finales, l'Accusation, les procureurs  
8   ont plaidé l'application d'un système de responsabilité pénale  
9   sur l'entreprise criminelle commune dans sa version systémique,  
10   c'est-à-dire qu'ils ont plaidé le fait que l'ensemble du Cambodge  
11   avait été transformé en un camp d'esclaves.  
12   C'est très bien! Pourquoi pas? Si cela vous chante.  
13   Mais le premier procès, qui s'achevait avec ces réquisitions de  
14   l'Accusation, n'avait pas porté sur la totalité des événements  
15   qui se sont déroulés au Cambodge entre 1975 et 1979.  
16   De même, l'Accusation a plaidé que les crimes que vous jugez dans  
17   le premier procès avaient été commis dans le contexte d'une  
18   attaque systématique et généralisée et devenaient, à ce titre,  
19   des crimes contre l'humanité, alors pourtant que la totalité des  
20   événements qui se sont déroulés entre 1975 et 1979 au Cambodge  
21   n'ont pas été examinés lors du premier procès. Et cela, pour la  
22   Défense, c'est un préjudice énorme. Alors même que se terminait  
23   le premier procès, nous nous trouvions dans une situation dans  
24   laquelle nous ignorions la portée du procès que nous sommes  
25   supposés achever.

1 [10.23.58]

2 Si les procureurs se sont permis de plaider comme ils l'ont fait  
3 sur la responsabilité pénale et sur les éléments du chapeau,  
4 c'est, à notre sens, qu'ils s'y sont sentis autorisés par des  
5 propositions, des suggestions que leur a faites votre Chambre et  
6 qui allaient en ce sens, parmi lesquelles cette expression  
7 "fondation".

8 "Fondation".

9 Le premier procès serait une "fondation". C'est une notion  
10 suffisamment vague pour permettre aux procureurs de se sentir  
11 suffisamment à l'aise et d'allègrement violer les principes  
12 essentiels du procès pénal, qui veut qu'à l'issue d'un procès  
13 unique, distinct des autres, chacun, dans un procès qui incluait  
14 une partie limitée des faits visés dans la décision de renvoi,  
15 une Chambre aboutisse éventuellement à une décision de  
16 condamnation ou d'innocence, mais concernant uniquement les faits  
17 qui ont fait l'objet de ce premier procès. Et s'engouffre dans  
18 cette notion vague et mal définie d'un premier procès – ouvrez  
19 les guillemets – qui serait une "fondation", une Accusation et  
20 des parties civiles qui changent totalement de position quant aux  
21 conséquences possibles que la disjonction peut avoir sur  
22 l'ouverture du second procès pour vous dire désormais:  
23 "Mais, allons-y!, ouvrons, ouvrons les procès tant qu'ils sont  
24 vivants! Peu importe comment vous jugez. Ce qui compte, c'est,  
25 pour les uns, que les victimes attendent depuis 35 ans; ce qui

31

1    compte pour les autres, c'est qu'il y ait de l'argent dans les  
2    caisses et que les accusés soient âgés. Et allons-y de bon cœur  
3    au risque de violer allègrement toutes les règles essentielles du  
4    procès pénal."

5    [10.26.42]

6    Nous refusons. Nous refusons cette prétendue solution. Nous  
7    l'avons dit depuis longtemps, notre position est extrêmement  
8    claire et linéaire depuis le début. Nous avons, au départ,  
9    accepté vos décisions de disjonction contre lesquelles nous ne  
10   sommes pas allés en appel, car nous avons estimé qu'effectivement  
11   cela permettrait peut-être de juger – pourquoi pas? – plus  
12   rapidement une partie des faits. Mais, jamais, jamais nous  
13   n'avons accepté que les droits essentiels de notre client ne  
14   soient bafoués, jamais nous n'avons accepté de faire semblant de  
15   tenir un procès sur un sujet A pour nous retrouver ensuite  
16   éventuellement condamnés sur un sujet B.

17   Ça, jamais!

18   [10.27.55]

19   À partir de là, nous sommes aujourd'hui encore dans une  
20   incertitude totale non seulement sur la portée du deuxième procès  
21   – nous allons en parler tout à l'heure –, mais aussi sur la  
22   portée du premier procès. Nous sommes également dans une  
23   incertitude totale sur la portée éventuelle d'un troisième procès  
24   puisque votre Chambre a décidé que cette question ne serait pas  
25   traitée aujourd'hui. Donc, j'ai envie de dire qu'on prend les

1 mêmes et on recommence, avec potentiellement les mêmes erreurs.

2 Ça n'est pas une solution parfaite, mais c'est la seule. La seule  
3 qui soit honnête.

4 À partir du moment où l'on m'a dit que le premier procès  
5 servirait de fondation au suivant, il convient d'attendre que les  
6 faits objets du premier procès reçoivent l'autorité de la chose  
7 jugée pour pouvoir être pris en considération comme tels dans un  
8 deuxième procès.

9 [10.29.26]

10 Et, pour terminer, j'ai envie de dire que l'espèce de solution  
11 bricolée que vous proposent les procureurs et que vous avez  
12 acceptée, que vous venez d'accepter tout récemment avec cette  
13 décision du 7 février que vous avez rendue sur la preuve, me  
14 paraît être un moyen plus que contestable d'éviter les  
15 difficultés qui s'offrent à vous, c'est-à-dire que, finalement,  
16 les procureurs, conscients de cette difficulté qu'eux-mêmes  
17 soulevaient et qu'eux-mêmes plaidaient il y a encore quelques  
18 mois avec nous, vous ont proposé de prendre la totalité des  
19 éléments de preuve du premier procès pour les jeter dans le  
20 panier du deuxième procès afin de vous permettre à vous qui avez  
21 jugé le premier procès, eh bien, de tirer les mêmes conclusions  
22 que celles qu'ils espèrent que vous êtes en train de construire  
23 dans ce premier procès, mais que, pour l'instant, tout le monde  
24 ignore et qui sera éventuellement l'objet d'un appel. Ce faisant,  
25 la Chambre sera dans une situation extrêmement confortable, de

1 même que l'Accusation, pour éviter cette difficulté de l'autorité  
2 de la chose jugée nécessaire avec les éléments de preuve du  
3 premier procès qui sont passés dans le deuxième. Ainsi, eh bien,  
4 l'on peut continuer son petit bonhomme de chemin et espérer  
5 avancer.  
6 [10.31.29]  
7 Avancer, c'est le prétexte que l'on vous donne pour justifier ces  
8 demandes de l'Accusation. À mon avis, ce sont de faux prétextes.  
9 Nous reculons. Nous reculons, c'est évident. Il faut maintenant  
10 mettre les choses à plat autant que faire se peut. Nous ne  
11 pouvons pas réparer cette disjonction, elle existe, mais vous  
12 pouvez quand même prendre des décisions qui, pour l'avenir,  
13 auront moins de conséquences négatives que celles que vous  
14 proposent d'adopter les parties civiles et l'Accusation.  
15 Et cette demi-solution – car il n'y en a pas de parfaite –  
16 consiste à attendre, à attendre que l'on ne puisse pas vous faire  
17 ce reproche supplémentaire d'avoir mis, comme on dit en français  
18 – je ne sais pas comment les interprètes vont traduire cela, – la  
19 charrue avant les bœufs.  
20 Attendez. Attendez l'autorité de la chose jugée, puisque vous  
21 dites que le premier procès doit servir de fondation au suivant,  
22 attendez que ces fondations soient définitives et solides pour  
23 vous en servir.  
24 Et cela servira également la Défense puisque, avec une décision  
25 définitive sur le premier procès, nous saurons enfin de quoi

34

1    était fait ce premier procès et par quel tour de magie  
2    l'Accusation s'est crue autorisée à plaider l'application d'une  
3    entreprise criminelle commune de type systémique ou l'existence  
4    d'une attaque généralisée et systématique sur la totalité du  
5    territoire cambodgien à l'issue d'un premier procès qui portait,  
6    pourtant, uniquement – je vous le rappelle – sur deux  
7    déplacements de population et un seul site d'exécution.

8    Je vous remercie.

9    [10.34.05]

10   M. LE PRÉSIDENT:

11   Merci.

12   Le juge Jean-Marc Lavergne, vous avez la parole.

13   M. LE JUGE LAVERGNE:

14   Oui. Merci, Monsieur le Président.

15   J'aurais une question pour la défense de Khieu Samphan.

16   Nous avons entendu votre argumentation. Nous avons compris que  
17   vous avez un certain désaccord en ce qui concerne la notion de  
18   disjonction telle qu'elle est envisagée par la Chambre de  
19   première instance et vous vous êtes appuyé sur la façon dont la  
20   Chambre de la Cour suprême paraît appréhender cette notion de  
21   disjonction.

22   Mais, pour autant, j'aimerais savoir comment vous conciliez cette  
23   référence à la décision de la Cour suprême avec le paragraphe 72  
24   de sa deuxième décision concernant la disjonction.

25   Dans le paragraphe 72 de cette décision E284/4/8, la Chambre de

35

1 la Cour suprême donne des indications qui sont extrêmement  
2 claires et qui invitent - et je pense que le mot "invitent" est  
3 faible -, invitent la Chambre de première instance à commencer  
4 aussitôt que possible et après la fin des plaidoiries finales  
5 dans le dossier 002/01, à commencer donc les audiences du  
6 deuxième procès dans ce dossier 002.  
7 Et la Chambre de la Cour suprême a été extrêmement claire: elle a  
8 dit qu'il s'agissait d'un problème de délai raisonnable et qu'il  
9 était impératif que la Chambre de première instance utilise tous  
10 les jours disponibles pour s'assurer qu'un jugement définitif sur  
11 le restant des charges à juger soit prononcé.  
12 Voilà. Donc, je pense que c'est une question à laquelle vous  
13 devez répondre.  
14 [10.36.39]  
15 Me VERCKEN:  
16 Absolument. Je crois que pour comprendre la manière dont nous  
17 comprenons nous-mêmes cette décision de la Cour suprême, il faut  
18 remonter un petit peu plus haut dans la décision de la Cour  
19 suprême, et notamment au paragraphe 68.  
20 À ce paragraphe 68, en quelque sorte, la Cour suprême réfléchit à  
21 des questions de contexte. Elle cherche à envisager une solution,  
22 on ne peut pas lui faire ce reproche. Et elle est en train de  
23 réfléchir à ce paragraphe 68 à la question de savoir pourquoi la  
24 Chambre refuse obstinément d'ajouter S-21 au champ du premier  
25 procès. C'était la demande des procureurs.

1 Et voilà comment la Chambre de la Cour suprême répond à cette  
2 question qu'elle se pose, elle dit:  
3 "La Chambre de première instance campe toujours sur sa position  
4 initiale sur la question de la disjonction des poursuites sans  
5 tenir compte des demandes et préoccupations formulées par les  
6 parties par rapport aux conséquences d'une nouvelle disjonction  
7 sur tout procès ultérieur. La Chambre de la Cour suprême en  
8 conclut que la Chambre de première instance n'est probablement  
9 pas prête à examiner tous autres chefs d'accusation ou  
10 allégations factuelles restants visés dans la décision de renvoi  
11 dans le cadre du procès actuel."  
12 Fin de la citation.  
13 [10.38.45]  
14 Les juges de la Cour suprême ont pris en considération forcément  
15 le fait que leur décision intervenait alors que le premier procès  
16 avait commencé. Nous étions là, dans cette décision motivée... nous  
17 sommes en novembre 2013, nous avons une décision et des résumés  
18 qui sont du 23 juillet 2013 – pour le résumé des motifs –, et la  
19 Cour suprême rend une décision dans un contexte qui est quand  
20 même un petit peu particulier puisque le premier procès arrive à  
21 sa fin, et elle doit statuer sur ces questions de disjonction.  
22 Donc, ce que je pense, M. le juge, c'est que la Chambre de la  
23 Cour suprême ici dit qu'elle constate que vous n'êtes pas prêts,  
24 la Chambre n'est pas prête à ajouter S-21.  
25 En même temps, à son paragraphe 75, la Cour suprême rappelle que

37

1 les juges doivent toujours agir - je cite - "dans la sphère  
2 sacrée du droit".

3 C'est l'expression de la Cour suprême: "la sphère sacrée du  
4 droit".

5 Et cela veut dire que, à mon avis, il n'est pas possible  
6 aujourd'hui de comprendre la décision de la Cour suprême comme  
7 une invitation à ne pas respecter cette sphère sacrée du droit.  
8 Ça n'est pas ce qu'a voulu dire la Cour suprême. Jamais la Cour  
9 suprême n'a voulu vous inviter à juger B dans un procès qui ne  
10 concernait que A. C'est impossible, à mon avis - en tout cas, tel  
11 que, moi, je vois les choses -, qu'une Cour suprême prenne une  
12 telle décision.

13 [10.40.56]

14 Donc, pour terminer de répondre à votre question, lorsque la Cour  
15 suprême déclare, au paragraphe 72, que vous avez cité, que le  
16 deuxième procès doit commencer le plus rapidement possible et  
17 dans les meilleures conditions possibles, eh bien, oui, le  
18 deuxième procès doit commencer le plus rapidement possible et  
19 dans les meilleures conditions possibles, mais certainement pas  
20 en violant allègrement la sphère sacrée du droit, certainement  
21 pas en avançant dans un procès numéro 1 dont, aujourd'hui encore,  
22 nous l'avons dit dans notre requête en arrêt immédiat du premier  
23 procès, nous ignorons la portée et ce qui va s'y dérouler.  
24 Nous sommes incertains.

25 La Cour suprême nous a répondu que nous ne devons pas vous faire

38

1 de procès d'intention et que nous devons attendre votre décision  
2 dans le premier procès avant de tirer toutes les sonnettes  
3 d'alarme que nous avons tirées dès le mois d'août - je crois que  
4 c'était en août, le dépôt de cette requête en arrêt immédiat.  
5 D'accord. D'accord. D'accord. Nous attendons, mais nous vous  
6 demandons d'attendre avec nous.  
7 D'attendre. Alors, vous êtes des acteurs aujourd'hui, vous êtes  
8 ceux qui conceptualisez, rédigez ce jugement, mais, nous, nous  
9 ignorons comment vous le faites et quelle est votre conception de  
10 ce premier procès fondation. Et nous constatons que l'Accusation  
11 se sent fort à l'aise et n'hésite pas à plaider des concepts de  
12 responsabilité pénale qui sortent totalement du champ du premier  
13 procès ou des concepts de droit - notamment les éléments du  
14 chapeau -, qui sortent totalement du champ du premier procès.  
15 Donc, pour nous, il y a une vraie difficulté et je ne crois pas  
16 que l'on puisse interpréter le souhait de la Cour suprême  
17 d'ouvrir le premier procès le plus rapidement possible comme  
18 permettant de passer outre les règles essentielles du droit.  
19 [10.43.31]  
20 M. LE PRÉSIDENT:  
21 Merci.  
22 Nous sommes à l'heure de la pause. La Chambre signale à  
23 l'Accusation qu'elle n'aura pas la parole pour répondre à la  
24 réplique de la défense de Khieu Samphan.  
25 L'audience est suspendue.

39

1 (Suspension de l'audience: 10h44)

2 (Reprise de l'audience: 11h02)

3 M. LE PRÉSIDENT:

4 Veuillez vous asseoir. Reprise de l'audience.

5 Nous abordons le deuxième point de l'ordre du jour: détermination  
6 de l'étendue du deuxième procès dans le dossier 002.

7 Le 24 décembre 2013, la Chambre a demandé aux parties de déposer  
8 des conclusions écrites à ce sujet pour le 31 janvier 2014 au  
9 plus tard. Toutes les parties ont déposé leurs écritures dans ce  
10 délai.

11 L'Accusation a réitéré sa proposition antérieure soutenant que  
12 l'étendue de ce deuxième procès devrait inclure le centre S-21,  
13 le traitement des Vietnamiens, le traitement des Cham, la  
14 coopérative de Tram Kak, le centre de sécurité de Krang Ta Chan,  
15 y compris le traitement des bouddhistes et les mariages forcés,  
16 le chantier du 1er-Janvier, le chantier de l'aéroport de Kampong  
17 Chhnang, le centre de sécurité d'Au Kanseng et celui de Phnom  
18 Kraol.

19 La Partie civile souscrit à la proposition de l'Accusation  
20 concernant ces sites de crimes et faits criminels allégués. La  
21 Partie civile aussi demande que soient inclus le chantier de  
22 Trapeang Thma, le centre de sécurité de la zone Nord, le centre  
23 de sécurité de Koh Kyang, la troisième phase des transferts  
24 forcés et les purges dans la zone Est qui y sont associées, ainsi  
25 que les mariages forcés et les allégations factuelles se

40

1 rapportant au traitement des bouddhistes dans tout le pays.

2 [11.05.37]

3 La défense de Nuon Chea soutient que l'intérêt essentiel de ce  
4 dernier consiste à pouvoir pleinement présenter des éléments à  
5 décharge. À cette fin, la Défense propose que soient inclus le  
6 chantier de Trapeang Thma, soit le centre de sécurité de Wat  
7 Kirirum, soit celui de Wat Thlok, la politique alléguée de purges  
8 internes et la troisième phase alléguée des transferts de  
9 populations comme étant les allégations les plus importantes.

10 La défense de Khieu Samphan, quant à elle, demande que soient  
11 incluses toutes les allégations de la décision de renvoi qui  
12 n'ont pas été examinées au cours du premier procès du dossier  
13 002.

14 La Chambre va à présent entendre les arguments des parties.  
15 Celles-ci sont priées de répondre aux écritures des autres  
16 parties sans se répéter.

17 Voici l'ordre des prises de parole: défense de Nuon Chea, 45  
18 minutes; défense de Khieu Samphan, 45 minutes; coavocats  
19 principaux, 45 minutes; Accusation, 45 minutes.

20 À présent, la Chambre va donner la parole à la défense de Nuon  
21 Chea.

22 [11.07.55]

23 Me KOPPE:

24 Merci, Monsieur le Président.

25 Mesdames, Messieurs les juges.

41

1 Comme expliqué par écrit, nous n'avons pas de position  
2 fondamentale concernant l'étendue du prochain procès. En général,  
3 les chefs d'accusation ne sont pas choisis par l'accusé. En tant  
4 qu'avocats, nous voulons simplement que Nuon Chea soit en mesure  
5 de se défendre quels que soient les faits qui lui seront  
6 reprochés dans ce procès.  
7 Notre client veut avant tout pouvoir présenter pour sa défense  
8 des éléments à décharge. Nuon Chea lui-même a expliqué plusieurs  
9 fois qu'il ne pouvait pas se défendre si la Chambre examinait le  
10 corps du crocodile en ignorant sa tête et sa queue.  
11 Pour Nuon Chea, se défendre, c'est présenter une version qui  
12 dépasse de loin la situation des sites de crimes ainsi que les  
13 structures formelles telles que décrites dans le statut du PCK.  
14 Ce qui est pertinent pour apprécier la responsabilité pénale de  
15 Nuon Chea, ce n'est pas seulement ce qui s'est passé, mais  
16 pourquoi, et la question de savoir qui assumait les  
17 responsabilités dans un État révolutionnaire, divisé et  
18 chaotique. Ce qui est pertinent n'est pas seulement de savoir qui  
19 combattait le PCK mais bien... [L'interprète se reprend:] contre  
20 qui combattait le PCK mais bien qui combattait contre le PCK.  
21 [11.09.55]  
22 Au début de ce procès qui va commencer, il est essentiel pour  
23 Nuon Chea d'établir deux faits essentiels: premièrement, le fait  
24 que le PCK était confronté à des menaces sécuritaires graves et  
25 constantes durant toute la période du Kampuchéa démocratique;

42

1 deuxième fait essentiel, c'est que le PCK n'était pas une entité  
2 unifiée, mais bien une association de factions concurrentes  
3 reliées par des réseaux complexes d'alliances et de relations  
4 d'opposition.

5 Ces faits sont, bien entendu, interconnectés puisque la menace  
6 planant sur la sécurité était essentiellement le fait de  
7 protagonistes étrangers qui soutenaient des groupes d'opposition  
8 au sein du Parti dans une guerre menée contre le gouvernement. Ce  
9 sont finalement certains de ces groupes d'opposants qui ont  
10 triomphé, et, à présent, ces groupes vainqueurs mènent les  
11 poursuites contre Nuon Chea.

12 Aucun de ces faits ne découle naturellement de l'un quelconque  
13 des sites de crimes ni y est directement lié.

14 Pour établir ces faits, nous aurons besoin d'une certaine marge  
15 de manœuvre afin de pouvoir examiner des pièces qui concernent  
16 l'ensemble de la décision de renvoi dans le dossier 002, voire  
17 davantage.

18 Nous ne devrions pas être tenus d'indiquer exactement dans quel  
19 sens tels documents, tels témoins, telles questions présentent  
20 une pertinence par rapport aux sites de crimes considérés. Au  
21 contraire, la Chambre doit nous donner toute la latitude voulue  
22 pour explorer les faits qui viennent étayer la thèse de la  
23 Défense.

24 Nous n'avons pas pu le faire pendant l'instruction, et les juges  
25 d'instruction ne l'ont pas fait pour nous au cours de

1 l'instruction. C'est uniquement si la Chambre décide qu'elle  
2 adoptera une position restrictive concernant les éléments de  
3 preuve recevables dans le deuxième procès que nous allons  
4 demander concrètement d'inclure tel ou tel site de crimes dans  
5 l'étendue du deuxième procès.

6 Si la Chambre nous confine à des questions en rapport avec les  
7 sites de crimes du deuxième procès, comme elle l'a fait dans le  
8 premier procès, nous devons alors insister pour que le procès  
9 englobe les allégations de la décision de renvoi qui sont le plus  
10 étroitement liées à la défense de Nuon Chea, y compris, en  
11 général, les allégations relatives aux sites de crimes des zones  
12 Est et Nord-Ouest.

13 [11.13.15]

14 Nous appuyons la demande de la Partie civile tendant à inclure le  
15 chantier du barrage de Trapeang Thma, le troisième transfert  
16 allégué de populations et la purge alléguée de la zone Est.

17 Nous n'avons aucune objection à soulever à l'encontre de leur  
18 proposition tendant à inclure les mariages forcés et le  
19 traitement des bouddhistes.

20 Comme indiqué par écrit, nous aimerions également inclure soit le  
21 centre de sécurité de Wat Thlok, soit celui de Wat Kirirum, deux  
22 sites de crimes de la zone Nord-Ouest.

23 Nos autres observations sur l'étendue du procès concernent S-21.

24 Par écrit, nous avons exprimé de graves doutes quant à la  
25 capacité de cette Chambre de juger de manière impartiale les

44

1 allégations en rapport avec S-21 et, éventuellement, toute  
2 portion du dossier 002/02 après les jugements rendus dans les  
3 dossiers 001 et 002/01. Nous avons passé beaucoup de temps ces  
4 deux derniers mois à examiner les décisions rendues par la  
5 Chambre dans le dossier 001. À presque chaque paragraphe, il y a  
6 des conclusions factuelles que nous entendons contester au cas où  
7 S-21 serait retenu pour ce deuxième procès.  
8 De manière réaliste, il semble impossible de persuader la Chambre  
9 que les conclusions qu'elle a tirées après 17 mois d'audience  
10 étaient incorrectes.  
11 Même si ceci est peut-être prématuré, j'aimerais donner à la  
12 Chambre un avant-goût des conclusions du jugement rendu dans le  
13 dossier 001 et qui nous semblent troublantes et que nous avons  
14 l'intention de contester au cas où le deuxième procès inclurait  
15 la responsabilité de Nuon Chea concernant S-21.  
16 [11.15.24]  
17 Un thème général, c'est celui du nombre de crimes à S-21, le  
18 nombre des victimes détenues et exécutées. Comme vous le savez,  
19 la Chambre s'est appuyée uniquement sur ce qu'on appelle "la  
20 liste révisée des prisonniers de S-21". C'est un document établi  
21 par le DC-Cam et ensuite modifié par l'Accusation.  
22 Le jugement rendu dans le dossier 001 ne comporte aucune analyse  
23 de cette liste et aucun effort d'examiner les originaux. Et il y  
24 a encore moins un examen de l'authenticité de ces originaux. Or,  
25 les seules preuves concrètes relatives aux détenus, à savoir des

45

1    photos et des aveux, représentent moins de la moitié du nombre de  
2    prisonniers figurant dans la liste révisée, soit environ 5000.  
3    Certaines nouvelles pièces émanant de sources chinoises font  
4    référence à un chiffre de... à un nombre de détenus similaire. D'où  
5    la question: est-ce que le nombre de détenus n'était pas plutôt  
6    5000 que 12272, contrairement aux conclusions tirées par la  
7    Chambre?

8    La Chambre a conclu que tous les prisonniers de la liste révisée,  
9    sauf un, ont été exécutés. Autrement dit, au moins 12272  
10    personnes auraient été tuées.

11    Ce qui est intéressant, c'est que la seule personne dont la  
12    Chambre a décidé qu'elle n'avait pas été tuée, c'était Chum Mey,  
13    l'un des anciens détenus venus déposer. C'est seulement parce que  
14    la Chambre a su par hasard que Chum Mey était encore en vie  
15    qu'elle a pu en conclure qu'il n'était pas mort à S-21. Or, la  
16    présence du nom de Chum Mey dans la liste n'a jamais poussé la  
17    Chambre à se demander la question suivante, qui devrait pourtant  
18    être évidente: si Chum Mey, dont le nom figure sur la liste, est  
19    encore en vie, comment savons-nous que toutes les autres  
20    personnes y figurant ont été tuées?

21    Nous avons identifié plusieurs anciens détenus qui ont été mis en  
22    liberté et qui figurent dans la liste. Ce sont des gens dont la  
23    Chambre a conclu qu'ils étaient pourtant morts à S-21. Cela n'a  
24    guère été difficile pour nous, nous l'avons fait en quelques  
25    heures en nous appuyant sur des informations publiques; nous

1 l'avons fait avant de préparer un contre-interrogatoire.

2 [11.18.40]

3 Nous entendons aussi conclure les conclusions de la Chambre  
4 concernant la fréquence à laquelle on recourait à la torture  
5 contre les détenus de S-21. La Chambre a conclu que les  
6 techniques d'interrogation recouraient systématiquement à la  
7 violence et que les menaces étaient systématiquement mises à  
8 exécution. Nous allons contester les éléments qui étayent une  
9 telle conclusion.

10 La Chambre a aussi dit dans le jugement du dossier 001 que chaque  
11 mise en détention à S-21 était illégale, ce que nous entendons  
12 contester si S-21 est retenu pour le deuxième procès. Nous avons  
13 déjà dit que certaines des conduites en rapport avec S-21 étaient  
14 peut-être légales et justifiées pour des motifs militaires. Je  
15 vais ici citer l'Accusation, qui affirme qu'"il est moralement  
16 répugnant de soulever ne fût-ce qu'une telle possibilité". Nous  
17 sommes habitués à ce type d'argument. Nous avons seulement laissé  
18 entendre qu'il se pouvait que certains des actes criminels  
19 reprochés n'étaient, en fait, pas criminels. Rien que cela est  
20 considéré comme répréhensible.

21 Voilà à quel point la présomption de culpabilité s'est imposée.

22 Dans ce contexte, comment s'attendre à ce que la Chambre revienne  
23 sur la question de manière impartiale alors qu'elle a déjà décidé  
24 que ces actes étaient criminels?

25 Il y a d'autres conclusions du jugement qui dépassent S-21. Il

1 est, par exemple, conclu au paragraphe 383 que les intellectuels  
2 ont été exécutés en général de par leur statut d'intellectuels.  
3 Aux paragraphes 99 à 101 du jugement, la Chambre a conclu à  
4 l'existence d'une politique consistant à écraser l'ennemi. Comme  
5 vous le savez, nous avons contesté ces conclusions dans le  
6 premier procès du dossier 002 et nous allons continuer dans le  
7 deuxième procès.  
8 [11.21.09]  
9 Autre exemple. Autre conclusion tirée par la Chambre dans le  
10 dossier 001 et que nous entendons contester dans le procès numéro  
11 2 du deuxième dossier, il s'agit de l'existence d'un conflit armé  
12 international.  
13 Pour nous, il y a encore plusieurs questions qui n'ont pas trouvé  
14 réponse quant à la nature et à la période du conflit armé.  
15 Existait-il vraiment un conflit armé international avant décembre  
16 77, comme l'a dit la Chambre dans l'affaire Duch? Y avait-il  
17 assez de conflits entre factions du PCK pour que l'on puisse  
18 parler de l'existence d'un conflit armé non international sous le  
19 Kampuchéa démocratique? Ces questions méritent plus de réflexion  
20 et d'analyse qu'elles n'en ont reçu dans le cadre du jugement  
21 Duch.  
22 Il est bien sûr prématuré d'examiner les éléments de preuve  
23 relatifs à S-21. Je vais seulement prendre quelques exemples pour  
24 montrer pourquoi, selon nous, le jugement Duch pose des questions  
25 en termes d'impartialité. Notre client doute que la Chambre, qui

48

1 a tiré ces conclusions complexes soit, en mesure de les juger de  
2 façon impartiale, et pas seulement concernant S-21. Par  
3 conséquent, pour nous, le jugement Duch constitue pour nous une  
4 raison suffisante de demander la récusation de la Chambre  
5 lorsqu'il s'agira d'examiner la responsabilité de Nuon Chea par  
6 rapport à S-21.

7 Mais le jugement Duch n'est que le début. Prochainement, la  
8 Chambre rendra un jugement dans le procès numéro 1 du dossier  
9 002. Nous ne savons pas en quoi consistera ce jugement, mais de  
10 nombreuses conclusions tirées dans 002/01 sur la structure du  
11 PCK, le rôle de Nuon Chea et les politiques alléguées du  
12 Kampuchéa démocratique auront un impact direct sur l'impartialité  
13 de la Chambre dans le dossier 002/02. La Chambre a déjà conclu  
14 qu'au moins 12273 personnes avaient été détenues de façon  
15 illégale, torturées et tuées à S-21, et ce, sans qu'on ait pu  
16 réellement examiner les preuves dans le cadre d'un débat  
17 contradictoire.

18 [11.24.02]

19 Si, à l'entame du procès 002/02, la Chambre a déjà décidé que  
20 Nuon Chea était responsable des affaires militaires et de  
21 sécurité, si elle a déjà décidé que le PCK fonctionnait de façon  
22 organisée et strictement hiérarchique, si elle a décidé qu'il  
23 existait une politique d'exécution sommaire de l'ennemi, voici  
24 notre question: en ce qui concerne S-21, que resterait-il à juger  
25 dans le deuxième procès du dossier 002?

49

1    Quels arguments Nuon Chea pourrait-il invoquer pour sa défense,  
2    arguments dont la Chambre n'aurait pas déjà rejeté la véracité?  
3    Peut-être que c'est de notre chef un manque de créativité, mais  
4    nous ne pouvons trouver aucun argument de ce type.  
5    La question de l'impartialité concerne le reste de la décision de  
6    renvoi. Si la Chambre déclare Nuon Chea coupable des crimes qui  
7    lui seront reprochés dans 002/01, si elle dit qu'il avait  
8    l'intention criminelle de faire du tort à des centaines de  
9    milliers de personnes, comment pourrait-elle examiner de façon  
10   impartiale la responsabilité de Nuon Chea dans 002/02? La Chambre  
11   n'aura-t-elle aucune préconception? N'aura-t-elle pas déjà décidé  
12   que Nuon Chea est un monstre? Pourra-t-elle le juger de façon  
13   équitable ou décidera-t-elle que c'est le type de personne qui  
14   doit être coupable?  
15   [11.26.02]  
16   Dernière chose sur S-21 et sur l'étendue du procès en général, il  
17   s'agit de la représentativité des allégations avancées dans la  
18   décision de renvoi et de la décision de disjonction de la Cour  
19   suprême.  
20   Nous avons déjà présenté abondamment nos arguments concernant la  
21   représentativité de la décision de renvoi. Contrairement à ce que  
22   soutient l'Accusation, S-21 n'est pas représentatif de cette  
23   décision de renvoi. Nous n'allons pas nous répéter; la Chambre  
24   connaît nos arguments. Simplement, nous dirons que la décision de  
25   la Cour suprême n'a pas été le fruit d'une analyse de fond de la

50

1 représentativité.

2 La Cour suprême a repris notre position sur la portée de 002/01

3 ainsi que celle de l'Accusation, mais elle n'a jamais procédé à

4 une analyse approfondie pour déterminer quels chefs d'accusation

5 pourraient être considérés comme représentatifs de la décision de

6 renvoi.

7 Et donc, à notre avis, le statut de la décision de la Chambre de

8 la Cour suprême à ce sujet n'est pas clair.

9 [11.27.19]

10 M. LE PRÉSIDENT:

11 Merci.

12 Maître Son Arun, je vous en prie.

13 Me SON ARUN:

14 Monsieur le Président, je n'ai aucune observation à faire.

15 M. LE PRÉSIDENT:

16 Merci.

17 À présent, je donne la parole à la défense de Khieu Samphan.

18 Me KONG SAM ONN:

19 Bonjour, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les juges.

20 Bonjour à toutes les parties.

21 Concernant l'étendue du deuxième procès dans le dossier 002, au

22 nom de la défense de Khieu Samphan, nous constatons qu'à ce jour

23 les parties ne sont toujours pas d'accord à ce sujet. Ces

24 désaccords provoqueront des retards. Il y aura probablement

25 différents appels qui seront interjetés à ce sujet.

51

1 Je prends un exemple: celui de la disjonction. En effet, nous  
2 ignorons la portée exacte de 002/01. Pour le savoir, nous devons  
3 attendre l'étape ultime de ce procès. Et, à présent, nous faisons  
4 face à une nouvelle incertitude dans le contexte du deuxième  
5 procès du dossier 002.

6 Examinons de manière objective la situation. Un temps d'audience  
7 considérable a déjà été consacré à ce point. S'il n'y avait pas  
8 eu de disjonction, nous n'en serions pas là, mais on ne peut  
9 faire machine arrière, car nous avons progressé sur cette voie.

10 La disjonction a donné lieu à des questions complexes de  
11 procédure qui ne sont pas sans incidence sur les droits de notre  
12 client, et cela a été un facteur de complications.

13 J'aimerais répondre aux arguments de l'Accusation et de la Partie  
14 civile au sujet des retards encourus et au sujet des difficultés  
15 financières auxquelles pourrait se heurter le tribunal, et ce, en  
16 raison de la disjonction de ce dossier.

17 De façon générale, nous estimons que des questions de financement  
18 ne doivent pas peser sur les parties, mais sur ceux qui ont  
19 souhaité la mise en place de ce tribunal; c'est à eux de faire en  
20 sorte que le tribunal fonctionne correctement. Nous sommes de  
21 l'avis que ce tribunal ne doit pas être otage des capacités de  
22 financement de ce tribunal.

23 [11.32.12]

24 Si le tribunal ne dispose pas de fonds suffisants permettant de  
25 rendre justice, alors ce tribunal devient incapable de remplir

1 ses fonctions et sa mission, et alors M. Khieu Samphan devrait  
2 être libéré. Voilà les fondements de la justice. La justice ne  
3 doit pas dépendre de la disposition de financement.  
4 Je ne tiens pas à aborder des faits ou des chefs d'accusation  
5 spécifiques à inclure dans la portée du dossier 002/02 à la  
6 demande de la défense de Khieu Samphan. Et voilà pourquoi.  
7 Afin de pouvoir examiner l'ensemble du dossier et dans l'intérêt  
8 de la défense de mon client, et pour l'efficacité de la  
9 procédure, la défense de Khieu Samphan souhaite que l'ensemble  
10 des faits et des chefs d'accusation soit examinés, l'ensemble des  
11 chefs d'accusation mis en avant par l'Accusation et qui n'ont pas  
12 encore été abordés dans le cas du dossier 002/01. Cela ne rajoute  
13 pas à la complexité de la portée du dossier 002/02, au contraire,  
14 l'on s'interroge sur l'ampleur et la portée de ce deuxième  
15 dossier, à savoir le dossier 002/02... et s'il y aura un dossier  
16 002/03. Ainsi, si nous abordons l'ensemble des faits et chefs  
17 d'accusation récents, nous mettrons fin à ces questionnements.  
18 [11.34.56]  
19 Un autre élément important qui autorise la Chambre à examiner  
20 l'ensemble des faits et chefs d'accusation récents est que cela  
21 permettra à Khieu Samphan d'exercer l'ensemble de ses droits  
22 concernant sa propre défense.  
23 Je me réfère à une décision de la Chambre – le document E302/5,  
24 au paragraphe 5 -, que je voudrais vous lire:  
25 "La Chambre rappelle aux parties que la disjonction de la

1   procédure concerne simplement l'ordre des chefs d'accusation  
2   contenus dans l'ordonnance de renvoi."  
3   Ici, la Chambre signale très clairement que la disjonction n'est  
4   qu'une question d'organisation de la procédure, mais, pour nous,  
5   ce n'est pas le cas. Les parties ont exprimé de nombreuses  
6   préoccupations, notamment concernant l'état de santé des accusés  
7   et leur fragilité, et, par conséquent, la Chambre a procédé à la  
8   disjonction du dossier. Ceci est un élément fondamental et  
9   important. Je pense que tous ceux ici présents en conviendront.  
10   Si les accusés avaient 30 ou 40 ans, y aurait-il eu disjonction  
11   ou pas?  
12   Nous estimons que l'objectif de la disjonction était d'obtenir  
13   une condamnation des accusés avant qu'ils ne décèdent. Ça, c'est  
14   la réalité. Et, à cause de cette finalité, Khieu Samphan risque  
15   de ne pas pouvoir exercer ses droits à la défense.  
16   Nous demandons donc à la Chambre de procéder à l'examen de tous  
17   les faits et chefs d'accusation restants après le dossier 002/01.  
18   Merci.  
19   M. LE PRÉSIDENT:  
20   Merci.  
21   Me Vercken, vous avez la parole.  
22   [11.38.52]  
23   Me VERCKEN:  
24   Merci, Monsieur le Président.  
25   Brièvement, je voudrais ajouter au raisonnement de mon confrère

54

1 une remarque. Cette remarque, elle porte sur la tentation qui  
2 pourrait être celle du banc opposé au nôtre de nous répondre sur  
3 le terrain de la représentativité du procès.  
4 Et j'imagine que cette tentation sera d'autant plus grande que la  
5 Chambre vient encore, le 7 février dernier, de nous dire que -  
6 j'en ai parlé tout à l'heure - il ne s'agissait pas de procès  
7 distincts: 002/01, 002/02, 002/03 sont un seul et même procès.  
8 Et, surtout, à cause également de la décision récente de la Cour  
9 suprême, qui, finalement, toujours dans une sorte d'analyse  
10 contextuelle, conclut son raisonnement en proposant que, bon,  
11 finalement, la solution aux difficultés qui se posent, puisque la  
12 Chambre n'est pas prête immédiatement à ajouter S-21 au premier  
13 procès, serait peut-être de prendre tout ce que les parties  
14 réclament comme ajouts au premier procès pour définir le second  
15 procès.  
16 C'est ainsi que la Cour suprême propose de prendre dans les  
17 propositions des parties civiles, dans les propositions de  
18 l'équipe de Nuon Chea et dans les propositions des procureurs,  
19 tout ce qui est réclamé comme ajouts au premier procès pour  
20 définir un deuxième procès qui, pris globalement avec le premier,  
21 offrirait cette caractéristique d'une bonne représentativité.  
22 [11.41.15]  
23 Je ne voudrais pas que l'on utilise cette manière fort honnête de  
24 réfléchir qu'a pu avoir la Cour suprême pour s'opposer à notre  
25 demande que vous décidiez de définir le deuxième procès comme

55

1    devant porter sur tout ce qu'il reste.

2    En effet - c'est pour cette raison que j'ai commencé mon propos  
3    ce matin avec la question de la santé de M. Khieu Samphan -, la  
4    Cour suprême nous le dit dans sa décision - qui n'est pas  
5    parfaite, mais personne n'est jamais parfait:

6    "La Chambre de première instance - nous dit la Cour suprême,  
7    c'est le paragraphe 65 - a donc commis une erreur de droit et  
8    dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire quand elle a  
9    rejeté le critère de représentativité raisonnable comme  
10   inapplicable à la situation en l'espèce."

11   Bon. Et puis, ensuite, vient cette analyse un petit peu étonnante  
12   sur la possibilité de resserrer les chefs d'accusation. On ne  
13   comprend pas bien ce que la Cour suprême veut dire par ce  
14   "resserrement".

15   Et, enfin, l'on vous dit que, eh bien, il est possible de définir  
16   le deuxième procès, qui, pris ensemble avec le premier, pourra  
17   offrir un critère de représentativité.

18   D'accord. Pourquoi pas?

19   Mais, en même temps, la Cour suprême nous le dit: le critère de  
20   représentativité, il n'intervient dans la réflexion qu'à partir  
21   du moment où l'on considère que les accusés ou que Khieu Samphan  
22   est trop vieux, ou qu'il va mourir, ou qu'il est malade. Et je le  
23   répète: ça n'est pas le cas.

24   [11.43.48]

25   Il y a encore quelque temps, qui aurait parié sur le fait

1 qu'aujourd'hui nous serions à discuter de la portée d'un deuxième  
2 procès en présence non seulement de Khieu Samphan, mais même de  
3 M. Nuon Chea. Cette question de la représentativité, elle est,  
4 certes, utile, mais, pour M. Khieu Samphan – et nous l'avons déjà  
5 dit –, M. Khieu Samphan, rien aujourd'hui ne permet de dire qu'il  
6 n'ira pas au bout des procès subséquents, quelle que soit la  
7 définition que vous leur donnerez, soit, comme nous vous le  
8 demandons, parce que cela nous semble la moins pire des  
9 solutions, un deuxième procès qui engloberait la totalité des  
10 charges restantes de l'ordonnance de renvoi, soit que, comme il  
11 me semble que vous vous apprêtez à le faire si je lis entre les  
12 lignes de vos décisions récentes, vous définissiez une nouvelle  
13 disjonction, et puis éventuellement, plus tard, un troisième  
14 procès. Mais dans tous les cas, aujourd'hui, rien ne permet de  
15 dire que M. Khieu Samphan, il n'ira pas jusqu'au bout.

16 [11.45.35]

17 Et la Cour suprême l'a longuement, longuement, longuement examiné  
18 dans sa décision récente: lorsque l'on décide d'une disjonction,  
19 il faut peser attentivement le pour et le contre, il faut  
20 examiner quelles seraient les conséquences pour un accusé bien  
21 portant, un accusé qui n'a pas de raison de mourir demain, d'une  
22 disjonction dont la Cour suprême nous dit que la plupart du temps  
23 – et je crois qu'elle a raison – cette disjonction retarde la  
24 marche de la justice au lieu de l'accélérer.  
25 Alors, c'est la proposition la plus honnête que nous avons pu

1 trouver à vous faire. Nous regrettons la décision qu'a prise  
2 votre Chambre le 7 février dernier sur l'admission générale des  
3 preuves du premier procès dans le deuxième.  
4 Et nous rappelons que la Cour suprême, dans sa décision récente,  
5 elle-même, au paragraphe 39, disait et citait notamment pour  
6 exemple le fait qu'il faudrait répéter la preuve du premier  
7 procès dans le deuxième.  
8 Je cite, paragraphe 39: "... pour ce qui est du rôle et de  
9 l'autorité des accusés, doivent selon toute probabilité être  
10 présentés et examinés à chaque procès."  
11 Voilà ce qui semble être la position de la Cour suprême sur cette  
12 question.  
13 [11.47.35]  
14 Donc, en toute honnêteté, et même si, par ailleurs, cela ne nous  
15 empêchera bien évidemment pas de soulever tous les moyens de  
16 droit qui nous permettront de défendre M. Khieu Samphan, nous  
17 pensons que la solution la plus rapide, la plus efficace, la plus  
18 logique serait de ne pas chercher – parce que M. Khieu Samphan  
19 n'est pas concerné – à appliquer un critère de représentativité  
20 qui nous semble totalement déplacé en l'espèce – il n'y a pas  
21 d'éléments qui permettent de le dire ou de l'utiliser ou de le  
22 considérer comme valable – et de juger de la totalité des charges  
23 restantes dans l'ordonnance de clôture.  
24 J'ai pensé, à un moment, même, imaginer que ça pourrait être une  
25 solution du point de vue de la question de l'abandon éventuel des

58

1 charges dont vous ne voulez pas que nous discussions aujourd'hui,  
2 mais autant cela pourrait éventuellement s'envisager, par exemple  
3 dans une procédure française, dans laquelle l'Accusation a la  
4 responsabilité de la citation des témoins devant la Cour  
5 d'assises, autant ici c'est votre Chambre qui décide des preuves  
6 qui lui sont présentées. Et donc, cette solution éventuelle, je  
7 ne la propose pas, car elle ne me semble pas correspondre aux  
8 règles qui prévalent devant votre Chambre. Tout le monde ne me  
9 comprend peut-être pas, mais j'espère que le juge Lavergne  
10 entrevoit à peu près ce dont je parle.  
11 Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, la solution la plus simple  
12 consiste à juger ce qui reste de l'ordonnance de clôture et à  
13 cesser de prononcer des disjonctions, surtout quand on ne se  
14 prononce pas sur les procès ultérieurs et qu'on a à juger des  
15 accusés qui sont détenus depuis maintenant plus de six ans dans  
16 ces différents dossiers.

17 [11.50.12]

18 M. LE PRÉSIDENT:

19 Merci.

20 Nous arrivons à l'heure du déjeuner. L'audience sera donc  
21 suspendue et reprendra à 13h30.

22 Le personnel de sécurité devra raccompagner M. Khieu Samphan dans  
23 sa cellule de détention temporaire et le reconduire ici avant  
24 13h30.

25 L'audience est suspendue.

59

1 (Suspension de l'audience: 11h50)

2 (Reprise de l'audience: 13h33)

3 M. LE PRÉSIDENT:

4 L'audience est ouverte.

5 Et la parole est aux coavocats principaux des parties civiles.

6 Me YE:

7 Bonjour, Mesdames et Messieurs les juges. Je m'appelle Me Beini

8 Ye. Je suis l'un des avocats internationaux des parties civiles.

9 J'interviens au nom de Me Simonneau-Fort, qui est absente  
10 aujourd'hui.

11 Je vais présenter les réponses des parties civiles sur l'étendue  
12 du dossier 002/02, et d'abord concernant les arguments de la  
13 défense de Khieu Samphan.

14 Sur l'étendue, la défense de Khieu Samphan demande l'inclusion de  
15 l'ensemble des allégations factuelles et des sites du dossier  
16 002, à savoir, qu'il n'y ait plus de disjonction.

17 Les parties civiles ne soutiennent pas cette demande. Lors de son  
18 arrêt d'appel sur la deuxième ordonnance de disjonction, la  
19 Chambre de la Cour suprême invite la Chambre de première instance  
20 à équilibrer les différents intérêts légitimes en décidant de la  
21 disjonction du dossier, et ce, au paragraphe 37. La Chambre  
22 dispose donc d'une large discrétion, tel que précisé au  
23 paragraphe 51.

24 Du point de vue de l'intérêt des parties civiles, un tel exercice  
25 d'équilibrage indique qu'il faut à nouveau disjoindre le reste du

60

1 dossier 002. Les deux principaux intérêts des parties civiles  
2 étant aujourd'hui: premièrement, que l'ensemble des chefs  
3 d'accusation de l'ordonnance de clôture du dossier 002 soient  
4 jugés afin que les accusés répondent de l'ensemble des crimes qui  
5 leur sont imputés et des dommages subis par les parties civiles;  
6 deuxièmement, en même temps, les parties civiles souhaitent que  
7 les jugements soient rendus le plus rapidement possible,  
8 puisqu'"ils" ont le droit de voir la justice rendue tant qu'ils  
9 seront encore en vie. De nombreuses parties civiles sont très  
10 âgées et leur état de santé... détériore. Plusieurs parties civiles  
11 sont déjà décédées au cours de la procédure.  
12 Il convient d'équilibrer ces deux intérêts, puisqu'un jugement  
13 sur l'ensemble des allégations factuelles restantes obligerait  
14 d'attendre encore plus longtemps un jugement.  
15 Équilibrer ces deux intérêts est possible en... par une disjonction  
16 du dossier 002, ce qui permettrait à la Chambre de se pencher sur  
17 une partie importante des chefs d'accusation restant au dossier  
18 002 et de rendre un jugement pendant la durée de vie de la  
19 plupart des parties civiles.  
20 Donc, les parties civiles ne soutiennent pas les demandes de la  
21 défense de Khieu Samphan, souhaitent plutôt une disjonction du  
22 reste du dossier 002 et l'inclusion de certains sites de crimes  
23 et d'allégations factuelles, tels que nous les avons énumérés  
24 dans notre document E301/5/3.  
25 [13.37.37]

61

1 J'en viens maintenant aux arguments de la défense de Nuon Chea.  
2 Dans "leurs" écritures et observations orales, la défense de Nuon  
3 Chea demande d'admettre des éléments de preuve ne relevant pas de  
4 l'ordonnance de clôture 002 et "prétendent" que S-21 n'est pas  
5 représentatif du dossier 002.  
6 Nous avons deux observations à formuler.  
7 Premièrement, sur l'admission d'éléments de preuve non inclus  
8 dans l'ordonnance de clôture, cet argument n'est d'après nous pas  
9 en lien avec l'étendue du dossier.  
10 Le Règlement intérieur - 87 - exige une évaluation au cas par cas  
11 de la pertinence des éléments de preuve. Une décision générale  
12 rendant recevable tous les éléments de preuve sur tous les sujets  
13 rentrant dans l'étendue du dossier... de l'ordonnance de clôture du  
14 dossier 002 n'est pas une option.  
15 Quant à savoir si S-21 est représentatif du dossier 002, nous  
16 faisons référence à la décision de la Chambre de la Cour suprême  
17 et au paragraphe 7 du document E284/4/8, donnant ordre d'inclure  
18 S-21 dans tout procès ultérieur.  
19 Merci de votre attention. Je n'ai plus d'observations.  
20 [13.39.10]  
21 M. LE PRÉSIDENT:  
22 Merci.  
23 Et le coavocat principal cambodgien?  
24 Me PICH ANG:  
25 Je n'ai rien à rajouter, Monsieur le Président.

62

1 Me Beini Ye intervient au nom de l'ensemble de l'équipe.

2 M. LE PRÉSIDENT:

3 Merci.

4 La parole est au coprocurateur.

5 M. KOUMJIAN:

6 Merci, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les juges.

7 En lisant les écritures des différentes parties et en écoutant  
8 les observations orales aujourd'hui, je pense que nous sommes  
9 tous d'accord sur une chose, et je crois qu'il convient  
10 d'insister là-dessus, et c'est qu'en décidant de la portée de ce  
11 procès 002/02 l'ensemble des parties convient que ce segment doit  
12 être la dernière phase de ce dossier.

13 Il est donc nécessaire d'aborder tous les chefs d'accusation  
14 importants restants afin de rendre justice aux victimes et de  
15 traiter de tous ces chefs d'accusation. Ceci est nécessaire  
16 également en raison de l'âge des victimes et des accusés. Ces  
17 procès ne peuvent pas durer infiniment.

18 Cette Chambre est une chambre extraordinaire, temporaire, et nous  
19 devons tous avoir une stratégie pour mener à terme notre mission.

20 Dans le dossier 002, bien sûr, il est aujourd'hui aux juges  
21 d'élaborer une stratégie permettant de traiter des chefs  
22 d'accusation importants restants dans un délai raisonnable et  
23 pendant la durée de vie des accusés et des victimes.

24 Nous pensons pouvoir raisonnablement aborder tous les chefs  
25 d'accusation importants restants, et nous ne... n'ayant pas été

63

1    couverts dans le dossier 002/01, et ce, en simplifiant le  
2    dossier, en réduisant le nombre de sites de crimes et de crimes  
3    individuels couverts par le procès.  
4    [13.42.16]  
5    Nous avons d'ailleurs soumis une liste de témoins proposés  
6    représentant moins de 100 journées d'audience et permettant de  
7    couvrir les chefs d'accusation, sachant que les autres parties  
8    proposeront bien sûr d'autres témoins.  
9    Alors, lorsqu'on essaye de comprendre comment mener à bien ce  
10    procès dans un délai raisonnable, que nous estimons être un an ou  
11    un an et demi, alors que le premier procès a pris un an et demi...  
12    bien, la décision rendue... que vous avez rendue vendredi dernier,  
13    où la Chambre précise et réitère le fait que le procès du dossier  
14    002/01 constitue le fondement du procès 002/02...  
15    En cas de procès pour crimes de guerre contre des dirigeants, ce  
16    sont toujours des éléments de preuve permettant de faire le lien  
17    entre l'accusé et les politiques et les crimes qui "prend" le  
18    plus de temps. Quelle position occupaient-"elles"? Comment  
19    ont-"elles" contribué au... à la perpétration des crimes? Et la  
20    plupart de ces éléments de preuve ont déjà été examinés dans le  
21    dossier 002/01. Ceci est déjà au dossier. Et le procès a donc  
22    commencé avec le procès 002/01, car la plupart des éléments de  
23    preuve dans ce dossier sont pertinents pour ce prochain procès.  
24    La défense de Nuon Chea prétend aujourd'hui qu'il ne reste plus  
25    beaucoup d'arguments pour la Défense, en faisant référence à S-21

64

1 et aux décisions de la Chambre dans le procès de Duch.

2 Dans le dossier 002/01, il y aura un jugement quant au rôle et  
3 contribution de Nuon Chea à un projet criminel sous le régime du  
4 Kampuchéa démocratique. La Défense semble voir ce procès comme un  
5 événement sportif, où les juges jouent un rôle d'arbitres pour  
6 que chaque équipe dispose d'une chance égale de gagner, mais ce  
7 n'est pas un jeu.

8 Constater des faits et la perpétration de crimes, constater le  
9 rôle des accusés sur la base d'éléments de preuve examinés ne  
10 signifie pas pour autant une quelconque partialité au sein des  
11 juges. Cela ne signifie pas que Nuon Chea ne dispose pas d'un  
12 droit de contester quoi que ce soit pendant le procès ultérieur.  
13 C'est à la Défense de trouver ses arguments.

14 Si les accusations sont si fortes qu'il n'existe aucune défense,  
15 c'est autre chose, et je suis sûr que les équipes de défense sont  
16 très douées et sauront trouver des arguments en faveur de leurs  
17 clients et que le dossier 002/02 sera donc défendu comme il le  
18 convient.

19 [13.46.28]

20 Il y a ensuite la possibilité ou la probabilité d'une motion  
21 visant à récuser le collège des juges, et, là encore, la Défense  
22 fait référence au procès de Duch, le dossier 001. Je dirai à  
23 titre de réponse que d'abord parler de ce genre de motion, de ce  
24 genre de demande, maintenant est bien tardif alors que ce  
25 jugement dans le procès de Duch a été rendu il y a plusieurs

1 années et que, si on devait faire une telle demande, cela aurait  
2 dû être fait de suite après que ce jugement ait été rendu.  
3 Mais une décision a déjà été prise. Une même demande a déjà été  
4 déposée au nom de Ieng Thirith. Dans la décision suite à cette  
5 demande, décision rendue par les juges compétents, ces juges  
6 citent de nombreux arrêts de tribunaux internationaux précisant  
7 que le fait que les juges entendent d'autres procès traitant de  
8 faits similaires n'exclut pas de siéger lors d'un procès.  
9 Nous avons d'autres exemples récents du Tribunal pénal  
10 international de la Yougoslavie, une demande qui date de 2009 et  
11 une décision du 22 juillet 2009. Au paragraphe 24, il est précisé  
12 que le TPIY a déjà confirmé à plusieurs reprises que ces juges ne  
13 sont pas disqualifiés d'un dossier du fait d'avoir entendu des  
14 témoins ou des éléments de preuve liés aux mêmes faits dans le  
15 cadre d'autres procès.  
16 Ça, c'est le principe général.  
17 [13.49.02]  
18 La question spécifique concernant la participation des juges au  
19 jugement de Duch a déjà été abordée, donc il n'y a aucune raison  
20 d'exclure S-21 de l'étendue du dossier 002/02. On peut comprendre  
21 tout à fait pourquoi la défense de Nuon Chea souhaite exclure  
22 S-21, mais, pour nous, si on veut comprendre ce qui se passait  
23 sous le régime du Kampuchéa démocratique, il faut absolument  
24 inclure S-21. Et d'ailleurs il est obligatoire de l'inclure, car  
25 nous avons une décision de la Chambre de la Cour suprême qui

1 définit les chefs d'accusation qui doivent a minima être inclus  
2 afin que le dossier soit représentatif.

3 Nous estimons que cette représentativité sera assurée en abordant  
4 tous les chefs d'accusation sans forcément traiter de tous les  
5 sites de crimes. Pour nous, cela répond aux besoins des victimes,  
6 et ce, en raison des circonstances très spécifiques de ce  
7 tribunal.

8 Ce dossier et ce tribunal sont différents d'autres dossiers dans  
9 d'autres juridictions, voire même devant les tribunaux  
10 cambodgiens. Il existe le principe de l'égalité. Normalement, en  
11 droit romano-germanique, les chambres de première instance  
12 doivent vider la saisine de l'ensemble de chefs d'accusation. Par  
13 exemple, si, dans l'ordonnance de clôture, on cite trois  
14 meurtres, ces trois meurtres doivent être couverts par la  
15 Chambre. Je pense que c'est la règle qui s'applique devant les  
16 tribunaux cambodgiens. Ce n'est pas le cas dans tous les systèmes  
17 juridiques nationaux.

18 Je voudrais mentionner un point soulevé dans les écritures de  
19 Nuon Chea où on mentionne le code pénal allemand, la section 154,  
20 et une décision de la Cour suprême sur la disjonction y fait  
21 référence également.

22 Dans les écritures de Nuon Chea, on prétend que cela ne  
23 concernait que des chefs d'accusation insignifiants.

24 [13.51.27]

25 Mais, si on lit le commentaire de la section 154 de ce code,

1   commentaire très respecté de Diemer, qui précise, alors que la  
2   section fait référence à des chefs d'accusation peu importants...  
3   alors, je reprends et je vais lire la section 154, 154a:

4   "En cas de disjonction, en cas de plusieurs infractions commises  
5   et résultant de la même infraction..."

6   L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS:

7   Les interprètes signalent qu'ils n'ont pas ce texte et ne peuvent  
8   suivre pour le traduire.

9   M. KOUMJIAN:

10  Alors, Diemer explique que des violations de droit peu  
11  signifiantes peuvent néanmoins être très importants, par exemple  
12  le crime d'assassinat, d'après la section 11, n'est pas très  
13  significatif lorsque l'accusé est incarcéré à perpétuité pour une  
14  tentative d'assassinat. Alors, ce serait éventuellement  
15  inefficace... ce serait en effet inefficace de diligenter de  
16  nombreux procès alors que la peine est déjà au maximum.  
17  Ici, nous avons des circonstances très spécifiques. Il ne s'agit  
18  pas de trois assassinats, il s'agit de milliers, de dizaines de  
19  milliers, de millions de victimes de différents crimes imputés  
20  dans l'ordonnance de clôture.

21  Bien évidemment, il serait impossible de couvrir tous ces crimes  
22  individuellement et toutes ces victimes individuellement. La  
23  Chambre a déjà reconnu que le système du droit romano-germanique  
24  doit être ajusté pour tenir compte de cette réalité. Cela a déjà  
25  été fait concernant la participation des victimes. La Chambre

1 préliminaire a reconnu des milliers de victimes ayant subi des  
2 crimes non cités par l'ordonnance de clôture parce que les crimes  
3 subis faisaient partie de politiques qui auraient été des  
4 politiques nationales, et la Chambre a adopté d'ailleurs la même  
5 procédure.

6 [13.54.37]

7 Dans le document E145 sur la disjonction et la réparation, à la  
8 page 2, au deuxième paragraphe, la Chambre précise que "la  
9 Chambre, dans son ordonnance de disjonction E124... précise que les  
10 parties civiles ne participent plus à titre individuel sur la  
11 base des dommages individuels subis, et, en limitant l'étendue  
12 des faits poursuivis dans le premier procès, ceci n'a pas  
13 d'impact sur la nature de la participation des parties civiles au  
14 procès."

15 Voilà pourquoi nous estimons que le fait de limiter le nombre de  
16 sites de crimes à ceux qui soient représentatifs de ce qui s'est  
17 produit sous le Kampuchéa démocratique permettra de faire en  
18 sorte que les victimes de ces crimes perpétrés partout au pays -  
19 quel que soit le site, que ce soit un site mentionné à  
20 l'ordonnance de clôture ou non -, toutes ces victimes obtiennent  
21 justice, puisque la Chambre a déjà décidé que les victimes  
22 peuvent participer à la procédure, que la réparation ne sera pas  
23 individuelle.

24 En décidant de la portée du dossier 002/02, la Chambre tiendra  
25 compte du délai et du fait de savoir à quel moment on pourra

69

1 mener à bien ce procès. Il est évident qu'il y a deux enjeux à  
2 l'horizon qui auront un impact sur ce dossier et sur la  
3 procédure.

4 Premièrement – et la défense de Nuon Chea l'a mentionné dans ses  
5 écritures et dans ses observations –, il y a la probabilité d'une  
6 demande visant à récuser les juges. Il faut s'y préparer et, bien  
7 sûr, il faudra un autre collège de juges pour décider de cette  
8 demande. Cela ne devrait donc pas retarder la procédure.

9 [13.57.26]

10 Ensuite, deuxièmement, il y a l'appel. Une fois le jugement  
11 rendu, probablement au deuxième trimestre de cette année, il y  
12 aura un appel. Toutes les parties devront présenter des écritures  
13 dans le cadre de cet appel.

14 Alors, il paraît évident qu'il y aura des demandes... les parties  
15 vont demander des prolongations, des délais pour la déposition de  
16 ces écritures et ne voudront pas travailler à temps plein pendant  
17 l'appel et pendant le procès. Donc, même après le rendu du  
18 jugement, la Chambre devra trouver un équilibre, puisque les  
19 parties travailleront activement et sur l'appel et sur le dossier  
20 002/02.

21 Cette Chambre, dans son mémorandum rejetant la décision... refusant  
22 de créer une deuxième Chambre de première instance, a accepté  
23 d'envisager de limiter le nombre de jours d'audience par semaine  
24 pour tenir compte de ce fait, et, nous vous encourageons à le  
25 faire, parce qu'il n'y aura jamais un bon moment pour démarrer ce

70

1   procès. Si nous attendons le jugement, il y aura donc ensuite  
2   l'appel, les arguments en appel, qui dureront jusqu'à la fin de  
3   l'année. Nous l'avons tous lu, dans les tribunaux internationaux,  
4   c'est que, lorsqu'on démarre un procès, il y a un élan; une fois  
5   un procès démarré, il est toujours mené à bien. Ces procès ont  
6   toujours été financés et terminés.  
7   Nous pensons donc qu'il faut mettre des choses en route. C'est  
8   difficile, mais il est plus facile d'avancer lorsqu'on a un élan  
9   et lorsqu'on a déjà lancé quelque chose.  
10  Nous vous remercions de votre attention.  
11  D'après l'Accusation, l'étendue du dossier 002/02 devrait couvrir  
12  tous les chefs d'accusation. Nous avons déjà soumis par écrit la  
13  liste de sites qui permettront d'aborder ces chefs d'accusation  
14  et nous pensons que cela prendra entre un an et un an et demi.  
15  Merci.  
16  [14.00.04]  
17  M. LE PRÉSIDENT:  
18  Merci.  
19  Nous avons à présent entendu les arguments des parties sur  
20  l'étendue du deuxième procès dans le dossier 002. Afin de mieux  
21  comprendre, dans le chef du public, la procédure qui va se  
22  poursuivre, la Chambre aimerait indiquer les étapes qui ont été  
23  franchies jusqu'ici ainsi que les prochaines étapes à franchir  
24  avant de pouvoir entamer l'examen de la preuve dans le deuxième  
25  procès du dossier 002.

71

1 Le 7 février 2014, la Chambre s'est prononcée sur la demande de  
2 l'Accusation concernant l'utilisation des éléments de preuve du  
3 dossier 002/01 dans le dossier 002/02, document E302/5.

4 La Chambre y a indiqué que le procès dans le dossier 002/02  
5 constitue un prolongement du procès du dossier 002/01. Les  
6 éléments de preuve produits devant la Chambre dans 002/01 ont  
7 fait l'objet d'un examen approfondi de la part des parties et ont  
8 été soumis aux prescriptions de la règle 87 du Règlement  
9 intérieur.

10 [14.01.54]

11 Par conséquent, la Chambre a réitéré que le dossier de l'affaire  
12 002 demeure le même pour les deux phases du procès et que les  
13 preuves déjà produites devant la Chambre dans 002/01 serviront de  
14 fondement pour 002/02.

15 S'agissant de la possibilité de rappeler des témoins, parties  
16 civiles et experts venus déposer dans le premier procès du  
17 dossier 002, la Chambre a indiqué qu'elle verra si les parties se  
18 sont vues empêchées d'interroger pleinement une personne qu'elles  
19 ont l'intention de rappeler, et ce, compte tenu de la portée  
20 limitée du premier procès.

21 La Chambre a à présent reçu des écritures et entendu des  
22 observations sur les charges à retenir pour le deuxième procès.

23 La Chambre rendra une décision sur la portée du deuxième procès  
24 dès que possible. Elle se prononcera aussi sur la demande de  
25 Khieu Samphan tendant à attendre un jugement définitif dans le

1 premier procès avant d'entamer l'examen de la preuve du deuxième  
2 procès. La Chambre a en outre reçu des écritures des parties  
3 concernant l'état de santé des accusés, et, prochainement, elle  
4 décidera s'il convient de procéder à un examen de l'état de santé  
5 des accusés.

6 [14.04.03]

7 Une fois que la Chambre se sera prononcée sur ces questions, les  
8 parties seront invitées à déposer des listes de témoins, parties  
9 civiles et experts qu'elles souhaitent faire citer à comparaître  
10 en cours de procès, ainsi que des listes de documents qu'elles  
11 souhaitent voir déclarer recevables en tant qu'éléments de  
12 preuve.

13 Par la suite, comme indiqué dans le plan de travail du deuxième  
14 procès publié en décembre 2013, la Chambre programmera une  
15 audience initiale.

16 Voilà qui met fin aux débats contradictoires d'aujourd'hui. En  
17 tant que Président et au nom de tous les juges, je remercie les  
18 parties pour leur contribution.

19 Au nom des juges, je remercie l'Accusation, les équipes de  
20 défense, les avocats des parties civiles et les coavocats  
21 principaux des parties civiles, le personnel de la Chambre ainsi  
22 que le personnel de l'administration, le personnel de sécurité,  
23 ainsi que les interprètes. Que tous soient remerciés pour leur  
24 contribution au bon déroulement de cette audience.

25 L'audience est levée.

1    Agents de sécurité, veuillez reconduire l'accusé Khieu Samphan au  
2    centre de détention.  
3    L'audience est levée.  
4    (Levée de l'audience: 14h05)

5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25